A. — ACTES DU GOUVERNEMENT

Décret n° 100/17 du 2 février 1981 portant nomination des membres des chambres criminelles.

Le président de la République,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 1/55 du 19 août 1980 portant création et organisation d'une Chambre Criminelle à la Cour d'Appel ;

Vu l'ordonnance ministérielle n° 560/210 du 23 août 1980 portant modalités de désignation des assesseurs de la Chambre Criminelle ;

Sur proposition du Ministre de la Justice,

Décète :

Art. 1.

Sont nommés membres de la Chambre Criminelle de la Cour d'Appel de Bujumbura :

Président : Monsieur GAHUNGU Pierre, Magistrat.

Assesseurs :

- MM — SEROMBA Sarvator, Magistrat.
 — NTAMASAMBIRO Laurent, Assesseur au Tribunal de Province de Bujumbura.
 — BARWENDERE Nicodème, Assesseur au Tribunal de Résidence de Gihanga.
 — FIFIRI Charles, Assesseurs au Tribunal de province de Bujumbura.

Assesseurs-Suppléants :

- MM — NDENZAKO Michel, Magistrat.
 — RUCERI Jean-Berchmans, Assesseur au Tribunal de Province de Mwisale.
 — NZEYIMANA Fidèle, Assesseur au Tribunal de Résidence de Muramvya.

— SINAZIMIYE Michel, Assesseur au Tribunal de Résidence de Rutovu.

Art. 2.

Sont nommés membres de la Chambre Criminelle de la Cour d'Appel de Gitega :

Président : Monsieur BARAHIRAJE Soter, Magistrat.

Assesseurs :

- MM — NZEYIMANA Laurent, Magistrat.
 — MBUZUKONGIRA Agrippin, Assesseur au Tribunal de Province de Gitega.
 — NTAGAHORAHO Laurent, Assesseur au Tribunal de Résidence de Gitega.
 — CIZA Faustin, Assesseur au Tribunal de Résidence de Mutobo.

Assesseurs-Suppléants :

- MM — GAHUNGU Bernard, Magistrat.
 — BARENGAYABO Pierre, Assesseur au Tribunal de Province de Gitega.
 — BARAVYIBUKA Aloïs, Assesseur au Tribunal de Province de Ruyigi.
 — BARIYUNTURA Etienne, Assesseur au Tribunal de Résidence de Mwumba.

Art. 3.

Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 2 Février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre de la Justice,
Laurent NZEYIMANA.

Décret-loi n° 1/3 du 4 février 1981 portant statut générale de la coopérative au Burundi.

Le président de la République,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 Novembre 1976 portant organisation des Pouvoirs Législatifs et Réglementaires, tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 Octobre 1978 ;

Revu le décret du 24 Mars 1956 sur les Coopératives indigènes ;

Revu l'Ordonnance n° 21/235 du 8 Août sur la forme des Statuts des Coopératives indigènes ;

Revu l'Ordonnance n° 21/275 du 3 Septembre 1956 relatif au modèle des Bilans des Coopératives ;

Revu la loi du 30 Avril 1962 prévoyant des règles spéciales de gestion pour certaines coopératives ;

Revu l'Ordonnance n° 21/329 du 10 Novembre 1960 sur les organismes agréés pour recevoir des fonds des Coopératives indigènes ;

Vu le décret-loi n° 1/1 du 15 janvier 1979 relatif aux sociétés commerciales ;

Sur rapport du Ministre du Développement Rural ;

Après avis conforme du Conseil des Ministres,

Décète :

Chapitre 1. Dispositions générales

Art. 1.

Le présent décret-loi régit les organisations coopératives et organismes à caractère coopératif qui ont leur siège social au BURUNDI. Ils sont ci-après désignés « La Coopérative ».

Art. 2.

La Coopérative est une organisation démocratique-fondée sur l'idée d'Union, de solidarité et d'entraide mutuelle dont les membres se sont volontairement groupés pour atteindre un but économique et social commun, et ont accepté d'assumer les responsabilités inhérentes à leur qualité de membres. Elle adhère aux principes Coopératifs de l'adhésion libre, la gestion démocratique, l'équité dans la répartition éventuelle des résultats économiques, l'éducation et intercoopération.

Art. 3.

La Coopérative est dotée de la personnalité juridique et placée sous la tutelle administrative et technique du Ministre ayant les Coopératives dans ses attributions ci-après dénommé « Ministre de Tutelle ».

Art. 4.

La Coopérative, n'a pas de buts lucratifs. Elle agit en qualité de mandataire à titre gratuit de ses membres.

Art. 5.

La durée de la Coopérative est fixée par les Statuts.

Art. 6.

La Coopérative a pour objet : amélioration des conditions socio-économiques des membres et la contribution aux efforts de Développement National.

A cet effet, l'Etat prendra toutes les mesures nécessaires pour promouvoir et tendre à généraliser la coopérative en tant qu'instrument efficace et adapté de développement économique et social en particulier en milieu rural.

Art. 7.

Le ressort territorial dans lequel s'exercent les activités de la Coopérative est fixé par les Statuts. Sauf dérogation approuvée par le Ministre de Tutelle, il ne pourra être créé sur la même colline, dans le même village ou dans la même commune, deux coopératives ayant des fonctions similaires.

Art. 8.

Le siège social de la Coopérative doit se situer à l'intérieur de son ressort territorial.

Art. 9.

Les Coopératives peuvent constituer entre elles des Unions pour la gestion de leurs intérêts communs et le groupement de leurs moyens d'action en vue d'assurer, notamment, soit la qualité, la régularité, la transformation et la conservation d'un ou plusieurs produits, soit de procurer à leurs membres des moyens multipliés ou des services plus efficaces à moindre coût.

Art. 10.

Sauf stipulation expresse contraire, les formalités de constitution et les conditions de fonctionnement des Unions sont les mêmes que celles prévues pour la Coopératives. Toutefois, les Unions peuvent être constituées par l'adhésion de deux coopératives seulement.

Art. 11.

Les Unions, comme la Coopérative, peuvent avoir plusieurs activités, mais leurs opérations doivent être effectuées exclusivement pour le compte des Coopératives adhérentes. Elles ne peuvent s'associer aux sociétés commerciales non Coopératives.

Art. 12.

A un stade plus avancé de l'expansion et du développement du Mouvement Coopératif, les Coopératives et leurs Unions pourront constituer entre elles une fédération nationale des coopératives en

vue, notamment, de défendre leurs intérêts moraux et matériels, d'assurer un rôle de liaison, d'unification et de coordination des organismes qui la composent, et de les représenter aux niveaux national et international.

Art. 13.

Les statuts de la fédération détermineront, en conformité avec les dispositions du présent décret-loi et ses textes d'application, les modalités de constitution et de fonctionnement de la fédération, ses objectifs et ses attributions.

Art. 14.

Le Président de la République fixera par décret les conditions de création, de fonctionnement, et de dissolution des Coopératives organisées dans les établissements Publics ou Privés d'enseignement Public.

La tutelle de ces Coopératives sera exercée conjointement par le Ministre de tutelle des Coopératives et le département Ministériel ayant l'éducation nationale dans ses attributions.

Chapitre II.

De l'Organisation et Administration de la Coopérative.

Section 1. Constitution.

Art. 15.

Le nombre minimum nécessaire pour constituer une Coopérative est fixé à sept personnes physiques.

Art. 16.

Elles doivent préalablement se réunir pour désigner parmi elles un comité d'initiative composé de cinq personnes au moins remplissant les conditions requises pour être membres d'une Coopérative et dont les tâches sont, préalablement au dépôt de la demande de constitution de la Coopérative, de :

a) préciser le type de Coopérative envisagé et déterminer son ou ses objets ;

b) évaluer le nombre approximatif des membres potentiels ainsi que les modalités de leur contribution à la formation du Capital Social initial de la Coopérative ;

c) faire une étude préalable de factibilité comprenant un compte d'exploitation prévisionnel de la première année au moins des activités ;

d) organiser et participer à des réunions préparatoires à l'effet d'une part, d'informer les membres potentiels des caractéristiques essentielles de l'Or-

ganisation et du fonctionnement d'une Coopérative et d'autre part, d'engager le dialogue et les discussions sur les principaux aspects pratiques de mise en œuvre de leur projet ;

e) Localiser, identifier parmi les membres potentiels ou dans leur environnement immédiat, la ou les personnes susceptibles d'assumer le rôle d'animateurs ou d'exercer des fonctions de gestion ou autre, compte tenu de la dimension de l'organisation et de la complexité de ses opérations ;

f) Préparer un projet de statuts en conformité avec les statuts modèles homologués par le Ministre de tutelle pour le type de Coopérative concerné ;

g) Prendre toutes autres mesures nécessaires à l'établissement de la demande de constitution de la Coopérative.

Art. 17.

Le Comité d'initiative peut requérir l'aide du représentant du Ministre de tutelle et d'autres personnes connues pour leur compétence en matière d'organisation et gestion de Coopératives ou de toute autre personne susceptible de fournir une information utile.

Art. 18.

L'agrément d'une Coopérative ou d'une Union de Coopératives est assuré par le Ministre de la Justice sur avis conforme du Ministre de Tutelle.

Art. 19.

Au fur et à mesure de l'implantation et de l'expansion des coopératives, et dans les localités où leur présence le justifie, des comités consultatifs seront créés par le Gouverneur de Province. Le Ministre Tutelle affectera auprès d'eux des agents et fixera leurs attributions.

Section 2. Adhérents.

Art. 20.

Toute personne physique âgée de 16 ans au moins et toute collectivité ou personne morale de droit Public ou Privé peuvent adhérer à la Coopérative à condition qu'elles justifient posséder, dans le ressort territorial de la Coopérative, des intérêts entrant dans l'objet social de celle-ci et qui ne vont pas à son encontre, et qu'elle remplisse les conditions d'adhésion fixées par les Statuts. L'adhésion d'une collectivité ou personne morale n'entraîne pas adhésion individuelle des membres qui la composent.

Art. 21.

L'adhésion à une union de Coopératives est ex-

clusivement réservée aux coopératives primaires dûment enregistrées.

Art. 22.

Les Coopératives doivent indiquer dans leurs statuts l'interdiction pour les membres d'adhérer à une autre Coopérative, ayant des buts identiques dans le même ressort territorial.

Art. 23.

Tout adhérent peut se retirer de la coopérative quand il le désire, sous réserve des dispositions du décret d'application et des modalités de préavis et responsabilité fixées par les Statuts.

Art. 24.

Les adhérents disposent de droits égaux dans la gestion et l'administration de la coopérative. Il ne peut être établi entre eux aucune discrimination suivant leur position sociale, les fonctions qu'ils occupent ou la date de leur adhésion.

Art. 25.

L'exclusion d'un adhérent peut être prononcée par l'assemblée générale pour des raisons graves, notamment s'il a été condamné à une peine criminelle, s'il a nui sérieusement ou tenté de nuire à l'organisation. La décision d'exclusion est immédiatement exécutoire.

L'adhérent exclu peut, dans les trente jours de la notification de la décision d'exclusion, faire appel auprès du Ministre de Tutelle qui décide s'il y a lieu de convoquer l'Assemblée générale extraordinaire en vue de statuer sur le recours, auquel cas la décision de l'Assemblée Générale serait définitive.

Art. 26.

Lorsqu'un adhérent décède, se retire, est exclu, mis en état de liquidation judiciaire ou de faillite, la Coopérative n'est pas dissoute, elle continue de plein droit entre les autres adhérents.

Section 3. Administration.

Art. 27.

L'Assemblée Générale réunit tous les adhérents de la Coopérative et en constitue l'organe de délibération et de décision. Tous les autres organes détiennent leurs pouvoirs d'elle seule.

Les décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents. Un représentant du Ministre de tutelle

peut participer aux travaux de l'Assemblée générale avec voix consultative.

Il dispose toutefois du droit d'opposition prévu à l'article 94 ci-dessous.

Art. 28.

Chaque adhérent dispose d'une seule voix aux assemblées générales quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

En cas d'empêchement, l'adhérent peut donner mandat écrit à un autre membre de le représenter, mais nul ne peut être porteur de plus d'un mandat.

Art. 29.

L'Assemblée Générale d'une union de coopératives est constituée par les délégués des Coopératives adhérentes.

Art. 30.

L'Assemblée générale de la Fédération Nationale des Coopératives est constituée des délégués des unions, des coopératives, et des groupements à vocation coopératives qui y adhèrent.

Art. 31.

Lorsque l'étendue du ressort territorial de la Coopérative ou le nombre de ses adhérents peut susciter des difficultés pour la réunion des quorums requis aux assemblées générales, les statuts peuvent prévoir la réunion d'assemblées de sections chargées notamment de délibérer sur les questions inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière et d'élire leurs délégués à cette assemblée.

Art. 32.

L'Assemblée générale a pour objet de :

- Voter les Statuts de la Coopérative, ou leur modification,
- donner des directives au conseil de gestion, et aux autres instances de la coopérative ;
- examiner, approuver ou rectifier les comptes et donner ou refuser le quitus au conseil de gestion ;
- déterminer, s'il y a lieu, les modalités de répartition des excédents nets de l'exercice ;
- autoriser les emprunts et en fixer le plafond ;
- constater les variations du capital social au cours de l'exercice ;
- décider de l'admission de nouveaux adhérents, des démissions et exclusions des adhérents ;
- élire ou révoquer les membres du conseil de gestion, et ceux des autres instances de la coopérative ;
- élire parmi les adhérents le Président de l'As-

semblée et parmi les membres du conseil de gestion le Président de ce Conseil ;

- délibérer et voter les règlements intérieurs ou leur modification ;
- décider de l'acceptation ou non des usagers ;
- décider la fusion avec une autre coopérative ou la scission de celle-ci en deux ou plusieurs coopératives ;
- décider la dissolution anticipée de la coopérative ou sa prolongation au-delà du terme fixé ;
- délibérer sur toutes autres questions figurant à son ordre du jour.

Art. 33.

L'Assemblée générale se réunit obligatoirement deux fois par an sur convocation de son Président, à son défaut, du conseil de surveillance ou du Ministre de Tutelle. Elle peut également se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin.

Art. 34.

Le Conseil de gestion est l'organe collectif et permanent de représentation et de gestion de la Coopérative dont il assure le bon fonctionnement.

Art. 35.

Les membres du conseil de gestion sont élus par l'Assemblée générale parmi les adhérents. Il doivent :

- a) jouir de leurs droits civiques ;
- b) n'avoir été condamnés à aucune peine criminelle ;
- c) ne pas participer, directement ou indirectement, d'une façon habituelle ou occasionnelle, à une activité concurrente ou connexe à celle de la coopérative ou des unions coopératives auxquelles celles-ci est adhérente.

En cas de litige, le caractère de concurrence ou de connexité est apprécié par le Ministre de Tutelle.

Art. 36.

Le nombre des membres du Conseil de gestion est fixé par les Statuts. Il ne peut, cependant, être inférieur à quatre ou supérieur à neuf. La durée de leur mandat est fixée par les statuts, sans toutefois qu'elle puisse dépasser trois ans. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 37.

Sans autres limitations que celles des pouvoirs expressément réservés à l'Assemblée générale, le conseil de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus d'administration et de gestion. Il doit veiller à une saine gestion et un fonctionnement efficace de la Coopérative, notamment en dirigeant et supervi-

sant les activités de la coopérative, en tenant des comptes précis et exacts et en surveillant la gestion par le géant. Il doit également présenter à l'Assemblée générale annuelle un rapport d'activités de l'exercice écoulé, ainsi que les comptes dûment contrôlés par les réviseurs des comptes et faire toutes propositions en vue d'améliorer les services fournis aux membres et éventuellement sur la répartition des excédents nets.

Le Conseil de gestion applique toutes recommandations du Ministre de Tutelle et en prend immédiatement acte afin de redresser les erreurs, fautes de gestion ou autres signalées dans les rapports des réviseurs des comptes, et s'il y a lieu, du Ministre de Tutelle et du Conseil de Surveillance.

Art. 38.

Les membres du Conseil de gestion sont responsables, individuellement et solidairement envers la coopérative et envers les tiers, des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion en violation des dispositions des Statuts ou des règlements intérieurs ou des résolutions de l'assemblée générale.

Art. 39.

Tout membre du conseil de gestion peut être révoqué à tout moment de son mandat par décision de l'assemblée générale pour faute grave, négligence, ou incompétence.

Art. 40.

Les fonctions de membres du conseil de gestion ne sont pas rémunérées. Toutefois, ceux-ci peuvent prétendre au remboursement des frais spéciaux nécessités par l'exercice des tâches de gestion ou de surveillance effective de la marche de la coopérative.

Ils peuvent recevoir une indemnité compensatoire du temps passé à cet effet, fixée par l'assemblée générale dans le cadre du budget annuel de la coopérative.

Art. 41.

Le président du conseil de gestion, élu par l'assemblée générale, représente la coopérative en justice et vis-à-vis des tiers.

Art. 42.

Afin d'aider le Conseil de gestion dans ses tâches et de stimuler l'épanouissement de l'esprit coopératif parmi les adhérents, l'Assemblée générale peut faire appel à la collaboration de personnes connues pour leur compétence en matière de coopératives et désigner des Conseillers Techniques et moraux pour avec l'accord de ceux-ci prendre en charge des mis-

sions de contrôle, de formation et d'information, Elle doit inviter à toutes ses réunions un représentant du Ministre de Tutelle qui fait usage des pouvoirs qui lui ont été conférés par le présent décret-loi.

Art. 43.

Dans les conditions fixées par les Statuts, le conseil de gestion peut nommer un gérant pour assurer certaines fonctions sous son contrôle et sa surveillance et pour une durée limitée. Le gérant ne possède pas de pouvoirs propres, mais seulement ceux qui lui ont été délégués par écrit par le comité de gestion.

Il représente la coopérative envers les tiers dans la limite des pouvoirs qui lui ont été conférés. Les conditions prévues à l'article 35 ci-dessus sont également valables pour le Gérant.

Art. 44.

Le conseil de Gestion s'abstient de l'exercice direct de ses pouvoirs dans la mesure où il les a conférés au Gérant.

Art. 45.

Par dérogation aux dispositions pertinentes du statut de la Fonction Publique en matière de détachement et si l'intérêt de la coopérative l'exige, le Ministre de Tutelle peut détacher auprès de la coopérative ou mettre à la disposition de celle-ci un agent de l'Etat pour assumer provisoirement les fonctions de gérant, sans toutefois que la durée d'un tel détachement ou de la mise à disposition puisse dépasser cinq ans.

Art. 46.

Les coopératives dont la gestion requiert, compte-tenu d'une situation dûment appréciée par le Ministre de Tutelle, une structure plus complexe, toutes les unions de coopératives et la Fédération Nationale des Coopératives comprennent un conseil de surveillance composé de trois membres au moins. Les membres sont élus par l'Assemblée générale.

Aucun membre du conseil de gestion ne peut faire partie du Conseil de surveillance.

Art. 47.

Le Conseil de surveillance a pour tâches, notamment de contrôler si les activités de la coopérative sont conduites en conformité avec les statuts et en accord avec les décisions de l'Assemblée générale ; — contrôler la régularité des dépenses et l'utilisation correcte des équipements, véhicules et biens ; examiner régulièrement les comptes et veiller à l'en-

registrement correct des opérations, et d'attirer l'attention du conseil de gestion sur tous les manquements ou erreurs commis.

Art. 48.

Le conseil de surveillance ne rend compte de ses actes qu'à l'Assemblée générale. Le cas échéant, il défère une décision à cette Assemblée qu'il peut spécialement convoquer à cet effet.

Art. 49.

Les fonctions de membres du conseil de surveillance ne sont pas rémunérées.

Cependant les dispositions de l'article 40 ci-dessus leur sont applicables.

Art. 50.

L'Assemblée générale de toute coopérative ou union de coopératives peut décider la constitution d'une ou de plusieurs commissions permanentes, internes, consultatives, qui lui semblent nécessaires pour le fonctionnement normal et efficace de l'organisation tout en développant la participation des membres. Elles sont constituées suivant les besoins, compte-tenu des buts et objectifs de la coopérative ou de l'Union des coopératives.

Art. 51.

Les commissions peuvent assumer la responsabilité des différentes activités de la coopérative et notamment la production, consommation, crédit et épargne, éducation et formation, et promotion sociale. L'Assemblée générale fixe leur règlement intérieur, les fonctions spécifiques de chacune d'elles, leur composition, leur durée.

Les commissions comprendront toujours au moins un membre du conseil de gestion.

Art. 52.

Les commissions doivent, notamment :

- conseiller le conseil de gestion, le conseil de surveillance, l'Assemblée générale, dans toutes les matières fixées par leur propre règlement ;
- programmer et réaliser toutes activités relevant de leur compétence ;
- susciter des initiatives et inciter tous les adhérents concernés à la réflexion et à la participation ;
- assurer l'information permanente des adhérents sur les activités relevant de leur compétence ;
- faire rapport à l'Assemblée générale ordinaire sur la mission qui leur a été confiée.

Art. 53.

Tout adhérent et tout ouvrier intéressé, éventuellement membre de la coopérative, peut participer aux travaux d'une ou plusieurs commissions.

Art. 54.

En cas de litige entre les commissions ou entre celles-ci et d'autres organes de la coopérative, l'assemblée générale tranche en dernier ressort à une majorité qualifiée, fixée par les Statuts.

CHAPITRE III

Organisation Financière, Tutelle et Contrôle.

Art. 55.

Le capital social est constitué par les apports des adhérents représentés par des parts sociales. La valeur nominale de chaque part est fixée par les statuts. Les parts peuvent être libérées en espèces, en nature, ou en prestation de services ou de travaux. Aucun adhérent ne peut détenir plus du cinquième du capital social.

Art. 56.

Les parts sociales sont nominatives, indivisibles et insaisissables par les tiers. Elles ne peuvent être cédées ou négociées sans l'accord préalable de l'assemblée générale.

Art. 57.

Le capital social initial est fixé en accord avec le Ministre de tutelle compte tenu des buts visés par la coopérative, de l'importance des opérations qu'elle se propose d'effectuer et du résultat des études de factibilité préalables à sa constitution.

Art. 58.

Chaque adhérent doit souscrire une part au moins du capital social dite « d'adhésion », dont le montant est fixé par les statuts. Les parts d'adhésion doivent être entièrement libérées à la souscription.

Art. 59.

En plus des parts d'adhésion, les statuts peuvent prévoir :

- a) la souscription par les adhérents des parts sociales supplémentaires dont le nombre et le montant sont déterminés en fonction soit de l'importance des opérations de chaque adhérent avec la coopérative soit de l'importance de son exploitation.
- b) Les modalités de libération des parts sociales sup-

plémentaires et des cotisations sont déterminées par les statuts.

Art. 60.

Tout adhérent peut effectuer, à titre volontaire le versement en compte dépôt des montants qui seront comptabilisés en son nom. Les statuts fixeront les modalités de constitution de compte, la sauvegarde des fonds, les conditions de retrait de sommes déposées et éventuellement le taux d'intérêt égal à celui appliqué pour les dépôts à terme à la CADEBU.

Art. 61.

Le capital social est variable. Il est soumis aux augmentations ou réductions normales résultant de l'adhésion de nouveaux adhérents ou de la souscription des parts nouvelles par les adhérents, ou bien de l'annulation des parts des adhérents sortant ; exclus ou décédés. Toutefois, le montant au-dessous duquel le capital ne peut être réduit à peine de dissolution de la coopérative, est fixé au tiers du capital initial ou augmenté.

Art. 62.

Seules les parts sociales supplémentaires peuvent, par décision de l'assemblée générale, recevoir un intérêt limité, à la double condition que des excédents aient été réalisés au cours de l'exercice écoulé et que le taux d'intérêt à servir ne dépasse pas celui appliqué pour les dépôts à terme à la CADEBU.

Art. 63.

Les parts sociales quelles qu'elles soient ne donnent droit à aucun dividende. Les excédents annuels éventuels résultant des activités de la coopérative sont, après dotation aux fonds de réserves et de tous autres prélèvements approuvés par l'assemblée générale, dans les proportions prévues à l'article 98 ci-dessous, répartis entre les adhérents sous forme de ristourne proportionnelle aux opérations qu'ils auraient réalisées durant l'exercice dont il s'agit. En cas de perte durant un exercice quelconque, aucune distribution d'excédents ne pourra être effectuée au cours des années suivantes tant que le déficit n'aura pas été résorbé.

Art. 64.

Tous les surplus réalisés par des opérations faites avec les usagers devront être affectés à des investissements sociaux ou aux activités d'éducation et de formation de la coopérative.

Art. 65.

Les intérêts et autres sommes dûs aux adhérents,

soit au titre de dépôt épargne ou de ristournes impayées, soit autrement, sont inscrits à leur compte dans les livres de la coopérative qui ne peut se les approprier sous aucun prétexte.

Art. 66.

La responsabilité financière des adhérents est limitée à concurrence de leur participation au capital social.

Art. 67.

Le Ministre de tutelle a notamment pour mission de promouvoir le mouvement coopératif, d'assurer la diffusion des principes et méthodes de la coopération et la formation technique des agents d'encadrement, des dirigeants, et employés des coopératives ; d'aider, par l'élaboration de statuts types, par ses conseils et son assistance technique à la création, au fonctionnement, à la gestion et au développement de ces associations.

Art. 68.

Avant la création, au sein de la fédération nationale des coopératives, d'un département de la révision des comptes des coopératives, le Ministre de tutelle assure la révision des comptes de ces associations. A cet effet, il peut déléguer les tâches de réviseur des comptes à un ou plusieurs de ses agents, ou faire appel à un ou plusieurs comptables agréés par lui à cette fin.

Art. 69.

Les réviseurs des comptes ont la mission, notamment, de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille, les comptes bancaires de l'organisation ; contrôler la régularité du compte d'exploitation et celui des profits et pertes, ainsi que l'exactitude des informations données sur les comptes et la situation financière des coopératives dans les rapports établis pour chaque exercice par le conseil de gestion.

Ils présentent également à l'assemblée générale annuelle un rapport sur l'exécution des tâches qui leur ont été confiées, ainsi que toutes les irrégularités, anomalies ou inexactitudes qu'ils auraient relevées dans les actes de gestion.

Art. 70.

Le Ministre de tutelle peut à tout moment, procéder ou faire procéder à une inspection par enquête sur la constitution, le fonctionnement et la situation financière de la coopérative.

Art. 71.

Les coopératives pourraient être appelées à con-

tribuer par décision du Ministre de tutelle, au financement des dépenses entraînées par la révision de leur comptes ou les opérations d'inspection. Ces contributions sont versées à un « Fonds de révision et d'inspection des coopératives » dont les modalités de gestion sont précisées par le Ministre de tutelle et le Ministre des Finances.

Art. 72.

En cas d'irrégularités dûment constatées, soit au terme de l'inspection ou à la suite des opérations de contrôle visées aux articles précédents, le Ministre de tutelle peut, sans préjudice des poursuites pénales à l'encontre d'actes frauduleux qui auraient été commis :

- a) demander la convocation de l'assemblée générale en vue de délibérer sur les mesures propres à régulariser la situation, et éventuellement sur le renouvellement du conseil de gestion ou la révocation d'un ou de plusieurs de ses membres, des membres du Conseil de Surveillance et, le cas échéant du gérant.
- b) donner un avertissement à la coopérative d'avoir à régulariser la situation dans un délai déterminé, faute de quoi elle serait passible du retrait de l'agrément.

Art. 73.

Tout différend grave concernant les activités d'une coopérative et s'élevant en son sein ou entre deux ou plusieurs coopératives doit être porté devant le Ministre de tutelle avant toute procédure contentieuse, en vue de son règlement amiable. Cette disposition ne s'applique pas aux différends nés ou ayant trait à une violation du code pénal.

Art. 74.

La comptabilité des coopératives doit être tenue selon les usages commerciaux et dans la forme prescrite par le plan comptable national. En outre, le Ministre de tutelle peut prescrire la tenue de pièces comptables déterminées et l'utilisation d'imprimés d'un modèle standard.

CHAPITRE IV.

Responsabilités et Sanctions

Art. 75.

En cas de détournement dûment établi des fonds de la coopérative, il sera fait application des dispositions pertinentes du code pénal relatives aux détournements des deniers publics. En cas d'abstention ou de carence du conseil de gestion lorsqu'un acte frauduleux a été commis ou lorsque la respon-

sabilité personnelle de l'un de ses membres est engagée, le Ministre de tutelle est habilité à déposer plainte entre les mains du Procureur Général de la République au nom de la coopérative, contre le ou les membres du Conseil de gestion, le gérant, les employés de la coopérative ou toute autre personne ayant abusé des biens de celle-ci.

CHAPITRE V.

Fusion et scission de Coopératives.

Art. 76.

Deux ou plusieurs coopératives peuvent, par décision de leurs assemblées générales, fusionner en une seule coopérative.

La décision de fusion est soumise à l'approbation du Ministre de tutelle qui arrête les mesures pour la protection des membres et des créanciers des coopératives concernées.

Art. 77.

La nouvelle coopérative ainsi constituée reprend l'actif et le passif des coopératives fusionnées sans que les adhérents de celles qui possédaient des réserves légales plus importantes puissent prétendre, dans la nouvelle structure, à des parts sociales d'un montant ou d'un nombre plus élevé que dans leur coopérative d'origine.

Art. 78.

Le Ministre de tutelle effectue, pour le compte de la nouvelle coopérative, les formalités d'agrément, d'enregistrement, de publicité et de dépôt qui s'imposent. La fusion ne devient définitive qu'après l'exécution de ces formalités.

Art. 79.

La scission d'une coopérative en deux ou plusieurs coopératives peut être prononcée par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de dissolution. Le Ministre de tutelle arrête les mesures nécessaires à la protection des intérêts des adhérents ou des créanciers de l'ancienne coopérative, ainsi qu'au partage équitable du passif et de l'actif de celle-ci.

Art. 80.

La scission est soumise à l'approbation du Ministre de tutelle et ne devient définitive qu'après l'agrément, l'enregistrement, et les formalités de publicité et de dépôt des nouvelles coopératives.

CHAPITRE VI.

Dissolution — Liquidation.

Art. 81.

La dissolution d'une coopérative peut être décidée en assemblée générale ou prononcée d'office par le Ministre de tutelle. Lorsqu'elle est décidée par l'assemblée générale, la décision doit être homologuée par le Ministre de tutelle. Elle ne prend effet qu'à compter de la date de cette homologation.

Art. 82.

Au cas où la dissolution est décidée par l'assemblée générale, celle-ci désigne et révoque, en accord avec le Ministre de tutelle, le ou les liquidateurs et fixe leurs attributions et rétributions.

Si la dissolution est le fait du Ministre de tutelle, la désignation et la révocation des liquidateurs et la détermination de leurs pouvoirs sont décidées par cette autorité, à charge de la coopérative en liquidation.

Dans les deux cas, les pouvoirs du conseil de gestion ou du conseil de surveillance, s'il existe, cessent le jour où la dissolution a été publiée par les soins du Ministre de tutelle. Cette mesure sera publiée au Bulletin Officiel du Burundi en même temps que le ou les noms des liquidateurs. Toutefois, pour les besoins de la liquidation, la coopérative conserve sa personnalité juridique jusqu'à la radiation définitive de son enregistrement.

CHAPITRE VII.

Dispositions particulières concernant les groupements à vocation Coopérative.

Art. 83.

Les groupements à vocation coopérative, en abrégé « G.V.C. », sont des associations de personnes sans but lucratif, basées sur la libre adhésion à un statut conforme au statut type élaboré pour eux par le Ministre de tutelle en collaboration avec les administrations techniques compétentes d'après la nature des activités des groupements. Les GVC constitués en zones rurales ou urbaines sont des structures pré-coopératives à caractère transitoire et évolutif dans le but de permettre la création de coopératives économiquement et socialement viables. Leur finalité est leur transformation en coopératives à l'issue d'une période probatoire d'une année renouvelable.

Art. 84.

Le siège social du GVC est situé à l'intérieur de sa zone d'activité.

Art. 85.

Les GVC ont essentiellement les mêmes objectifs que les coopératives et, partant, peuvent exercer les mêmes activités pour les réaliser. En particulier, en zones rurales, les GVC ont pour objet d'organiser et promouvoir la coopérative dans tous les secteurs de la production agricole et dans tous les domaines sociaux et culturels de la vie rurale.

Art. 86.

Les GVC ayant pour objet la gestion de matériels, ouvrages ou installations acquis ou réalisés par l'Etat, les collectivités ou établissements publics, les sociétés de développement ou avec leur participation, sont reconnus d'utilité publique. Mais seules peuvent bénéficier gratuitement de ces matériels, ouvrages ou installations les personnes qui ont adhéré aux groupements qui prennent en charge ces matériels, ouvrages ou installations.

Art. 87.

Les GVC sont agréés et enregistrés distinctement des coopératives par le Ministre de la Justice sur avis du Ministre ayant les coopératives dans ses attributions. Les GVC dûment agréés et enregistrés sont dotés de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Art. 88.

Les GVC peuvent être constitués sans capital initial. Toutefois, les statuts du groupement peuvent prévoir la perception, au bénéfice du groupement, de droits d'adhésion initiaux ou de contributions périodiques versées par les adhérents pour constituer, soit un capital social, soit un fonds de roulement pour une ou plusieurs activités spécifiques soit un fonds d'épargne destiné à l'achat d'équipements collectifs à des investissements ou à la garantie des prêts, soit pour tout ou partie de ces fonds à la fois.

Art. 89.

L'adhésion à un GVC est ouverte, sans aucune exclusive, à toute personne âgée de 16 ans au moins, exerçant, dans la zone d'action du groupement, des activités se rapportant aux activités essentielles entreprises par ce dernier conformément à ses objectifs.

Art. 90.

Dans les conditions fixées par les statuts, les adhérents désignent parmi eux ceux qui les représentent auprès des tiers et qui constituent le comité de gestion du groupement. Peuvent faire partie de ce comité comme membre de droit, avec voix consultative, les représentants du Ministre de tutelle et, le cas échéant,

celui de l'Administration ou organisme public compétent d'après la nature des activités des groupements. Toutefois, au sein du comité de gestion, les membres de droit disposent du même droit d'opposition qui leur est conféré par l'article 94 ci-dessous.

Art. 91.

Le comité de gestion comprend trois adhérents au moins et sept au plus.

Il est présidé par un adhérent du groupement. Les réunions du comité de gestion sont tenues chaque fois que le président le juge nécessaire et au moins une fois par mois.

Art. 92.

Les décisions engageant financièrement les adhérents du groupement sont signées conjointement par le Président et deux membres du comité de gestion.

Art. 93.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation de son Président. Elle peut être convoquée en outre chaque fois que le comité de gestion le juge utile, et obligatoirement si la majorité des adhérents en font la demande, ou sur convocation du Ministre de tutelle. Le président adresse copie du procès-verbal de chaque réunion au Ministre de tutelle.

Art. 94.

Les membres de droit du comité de gestion participent aux réunions de l'assemblée générale avec voix consultative. Toutefois, ils peuvent s'opposer aux décisions prises par cette assemblée lorsqu'elles sont contraires à la législation ou si elle met en péril des matériels, installations ou ouvrages acquis ou réalisés par l'Etat, installations ou par l'Etat, les collectivités ou établissements publics, les sociétés de développement ou avec leur participation, ou, enfin, si elles constituent des engagements hors de proportion avec la responsabilité des adhérents.

Art. 95.

L'assemblée générale peut désigner une ou plusieurs personnes qualifiées, extérieures au groupement chargées de veiller notamment au respect des statuts, à la tenue des livres et des comptes et d'apporter leur concours aux activités du groupement en général et à celles du comité de gestion en particulier.

Art. 96.

Par le canal du Ministre de tutelle, les groupements peuvent obtenir l'assistance technique des services

de l'Etat pour la réalisation de leur objectifs, et le fonctionnement efficace de leur organisation.

Art. 97.

Les groupements peuvent obtenir des prêts en espèces à moins d'un an pour la collecte, le stockage, la transformation et la commercialisation, ainsi que l'approvisionnement et des prêts en nature d'une durée maximum de cinq ans pour leurs équipements ou investissements collectifs.

Les demandes de crédit doivent être approuvées par l'assemblée générale et par le Ministre de tutelle. L'assemblée générale détermine, s'il y a lieu, les modalités et garanties de remboursements des prêts.

Art. 98.

Les excédents nets de l'exercice sont affectés, dans une proportion d'au moins 90 pour cent, à la constitution d'un fonds de réserve légal, des fonds d'équipement, de réalisation des travaux ou d'infrastructures d'intérêt collectif et d'activités sociales et éducatives, suivant les pourcentages respectivement fixés à ces fonds par les statuts. Seuls les 10 pour cent restant éventuellement peuvent par décision de l'assemblée générale, être répartie entre les adhérents sous forme de ristourne proportionnelle aux opérations ou aux travaux réalisés par eux avec le groupement.

Art. 99.

Pour la gestion de leurs intérêts communs ou pour la réalisation d'actions dépassant le cadre de leur colline ou de leur quartier et présentant un intérêt reconnu par l'autorité de tutelle, les groupements locaux peuvent unir leurs efforts et moyens à ceux d'un ou plusieurs autres groupements locaux voisins, en constituant une union de G.V.C.

Art. 100.

La constitution d'une union de GVC est soumise à l'agrément du Ministre de la Justice sur avis favorable du Ministre de tutelle.

Art. 101.

La propriété de matériels, installations ou ouvrages acquis ou réalisés par l'Etat, les collectivités ou établissements publics, les sociétés de développement dont la gestion aurait été confiée à un GVC ou à une union de GVC, peut être dévolue à ces groupements avec l'accord du Ministre de tutelle, lorsque ces groupements ont fait la preuve de leur capacité de les gérer. Ce biens constituent un actif non répartissable entre les membres du groupement dans le cas de liquidation. Ils ne peuvent non plus être vendus,

donnés en location ou en hypothèque ou en garantie par le groupement à des tiers.

Art. 102.

Les Groupements peuvent se transformer en coopératives avec l'accord du Ministre de tutelle, après consultation des services techniques concernés.

Art. 103.

Le Ministre de tutelle peut, après consultation des services techniques concernés, prolonger la durée statutaire du GVC, pour une nouvelle période probatoire renouvelable.

Art. 104.

En cas de mauvais fonctionnement dûment constaté d'un GVC, le Ministre de tutelle peut prononcer la dissolution du groupement avant l'expiration de sa durée statutaire. Dans ce cas le Ministre de tutelle se chargera de sa liquidation.

CHAPITRE VIII

Dispositions Transitoires et Finales

Art. 105.

Les coopératives régulièrement agréées à la date de la promulgation du présent décret-loi et fonctionnant de manière satisfaisante de l'avis du Ministre de tutelle ont un délai de neuf mois pour mettre leurs statuts en conformité avec les dispositions du présent décret-loi. Pour celles qui ne fonctionnent pas de manière satisfaisante de l'avis du Ministre de tutelle, la procédure de dissolution prévue au chapitre VI est engagée dans les six mois qui suivent la promulgation du présent décret-loi. Toutefois ces coopératives peuvent, avec l'accord du Ministre de tutelle se transformer en groupements à vocation coopérative.

Art. 106.

Sans préjudice des dispositions pertinentes du code pénal, toute infraction à une disposition du présent décret-loi ou aux textes pris pour son application est punie d'une amende de 5.000 à 30.000 FBu...

Toutefois, en matière civile, les règles du code civil sont applicables aux coopératives, à leurs unions, aux groupements à vocation coopérative et à leurs unions, et, le cas échéant, à la Fédération Nationale des Coopératives.

Art. 107.

Toutes dispositions légales ou réglementaires an-

térieures et contraires au présent décret-loi sont abrogées.

Art. 108.

Le Ministre du Développement Rural est chargé de l'exécution du présent décret-loi qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 4 février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre du Développement Rural,
Jean KABURA.

Vu et scellé du sceau de la République,

Le Ministre de la Justice,
Laurent NZEYIMANA.

Décret n° 100/20 du 4 février 1981 relatif à l'application du décret-loi n° 1/3 du 4 février 1981 portant statut général de la Coopérative au Burundi.

Le Président de la République,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatifs et réglementaires tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 1/3 du 4 février 1981 portant Statut Général de la Coopérative au Burundi ;

Sur proposition du Ministre du Développement Rural,

Décète

CHAPITRE I Création-Administration.

Section 1 Création.

Art. 1.

La demande de constitution d'une coopérative doit être adressée, signée par sept personnes au moins, dont les membres du comité d'initiative, au Ministre de tutelle et indiquer les renseignements suivants :

- a) dénomination, objet ressort territorial et siège social de la coopérative envisagée ;
- b) noms, prénoms, âge, domicile, profession des membres de la coopérative ;
- c) montant des sommes versées en libération des parts sociales et des parts sociales supplémentaires ou cotisations et, le cas échéant, estimation de la valeur des apports en nature ou en prestation de services ou travaux ;
- d) montant des sommes déposées à ce titre à un compte spécial ouvert dans un établissement financier ou dans un bureau de poste ;

e) nombre et lieu des réunions préparatoires d'information, de discussion de groupes tenues avec les futurs membres et le nombre de participants.

Il est joint à la demande :

- 1° trois exemplaires des statuts conformes aux statuts types homologués par le Ministre de tutelle pour le genre de coopérative concernée ;
- 2° la copie du ou des reçus de dépôt des fonds ;
- 3° le programme des activités ou travaux envisagés et le résultat de l'étude de factibilité concluant à la viabilité de l'organisation ;
- 4° la liste indicative des personnes susceptibles d'assumer le rôle d'animateurs ou de leaders responsables de l'organisation ou d'exercer des fonctions de gestion ou d'administration ;
- 5° l'avis du Gouverneur de la Province dans le ressort territorial de laquelle se trouve le siège social de la coopérative en formation.

Art. 2.

Si le Ministre de tutelle estime que la coopérative remplit toutes les conditions notamment celles de viabilité économique, il transmet le dossier au Ministre de la Justice aux fins d'agrément, d'enregistrement, de publication et de dépôt.

Art. 3.

Il est délivré à toute coopérative ou groupement à vocation coopérative enregistré, un certificat d'enregistrement dûment signé et revêtu du timbre du Ministère de la Justice.

Les formalités d'enregistrement, de publication et de dépôt seront faites gratuitement.

Art. 4.

Toute modification des statuts doit faire l'objet d'une déclaration écrite au Ministre de tutelle dans un délai d'un mois à compter de la date de l'assemblée

générale qui aurait pris la décision de modification. Pour être valables les modifications statutaires doivent être agréées par le Ministre de la Justice sur avis du Ministre de tutelle et faire l'objet des formalités d'enregistrement, de publicité et de dépôt mentionnées à l'article 2.

Art. 5.

Chaque coopérative est tenue de conserver à son siège social les documents suivants :

- copie du décret-loi et de son décret d'application ;
- certificat d'enregistrement ;
- le ou les règlements intérieurs pris par l'assemblée générale ;
- le registre des adhérents sur lequel ceux-ci sont inscrits par ordre chronologique d'adhésion,
- le registre des parts sociales où sont inscrites les souscriptions, libérations, cessions, et annulations de parts.

Tout adhérent peut prendre connaissance de ces documents au siège de la coopérative et s'en faire délivrer copie à ses frais.

Art. 6.

Il est tenu au Ministère de tutelle un registre de coopératives et unions de coopératives et un registre des groupements à vocation coopérative pour l'enregistrement, par ordre chronologique et suivant leur numéro matricule.

Les dossiers les concernant sont également conservés au Ministère de tutelle.

Art. 7.

Les adhésions postérieures à la création de la coopérative sont acceptées ou refusées par l'assemblée générale à laquelle les demandes correspondantes sont transmises par le conseil de gestion avec avis motivé.

Section 2 Adhérents.

Art. 8.

Le conseil de gestion remet à chaque membre une carte d'adhérent portant la dénomination de la coopérative et le lieu de son siège social et renfermant les indications suivantes :

- nom, prénoms, adresse et profession de l'adhérent ;
- numéro et date d'inscription au registre des parts sociales.

Les mêmes indications doivent être portées au registre des adhérents.

Les statuts d'un GVC peuvent prévoir la délivrance d'une telle carte à ses adhérents.

Art. 9.

L'adhérent qui désire se retirer de l'organisation doit en faire la déclaration par écrit au conseil de gestion dans les délais de préavis fixés par les statuts.

Le conseil de gestion inscrit la demande à l'ordre du jour de la plus prochaine assemblée générale.

Art. 10.

L'adhérent qui se retire ne peut recevoir, au titre de remboursement de ses parts que le montant correspondant à leur valeur nominale ou la partie qu'il a libérée, déduction faite, s'il y a lieu, des dettes qu'il aurait contractées envers l'organisation et de la part de celles pour lesquelles il serait solidaire avec l'association.

Art. 11.

Les statuts fixent le délai au terme duquel le sommes restant dues à un adhérent sont remboursées et celui pendant lequel il demeure responsable des dettes sociales existant au moment de son retrait, ou des engagements solidaires contractés auprès d'établissements de crédit. Toutefois ces délais ne peuvent dépasser deux ans à compter de la date de retrait.

Art. 12.

Ces dispositions sont applicables aux héritiers ou aux ayants droits d'un adhérent décédé ou exclu de l'organisation. Sous réserve de l'indivisibilité des parts sociales, et sauf décisions contraires de l'assemblée générale, les héritiers de l'adhérent décédé sont admis à le remplacer par l'un d'entre eux si, toutefois, il remplit les conditions d'adhésion fixées par les Statuts.

Section 3. Administration.

Art. 13.

L'assemblée générale se réunit obligatoirement dans le courant des six mois qui suivent la clôture de l'exercice financier, pour se prononcer notamment sur le rapport annuel du conseil de gestion, ainsi que sur les comptes définitifs de l'exercice, l'affectation des excédents y compris le taux d'intérêt à servir éventuellement aux parts supplémentaires ; et dans le courant du dit exercice, mais pas avant l'expiration de trois mois depuis la date de l'Assemblée prévue ci-avant, en vue notamment de s'informer du déroulement des activités confiées au conseil de gestion et, le cas échéant, aux autres organes élus de la

coopérative et donner les directives générales nécessaires pour l'amélioration des services fournis dans le cadre de leur mandat ou pour une participation plus effective de la part des adhérents.

Art. 14.

Les convocations à l'assemblée générale doivent être adressées vingt jours au moins avant la date fixée pour sa réunion par notification ou avis individuels aux adhérents, ou effectuées par voie d'affichage au siège social de la coopérative et par l'utilisation de tous autres procédés traditionnels d'information. Elles doivent contenir la date, le jour, l'heure et le lieu de réunion, ainsi que l'ordre du jour de celle-ci ; mention doit y être portée de la faculté offerte aux adhérents de consulter au siège de la coopérative tout documents ayant trait aux points de l'ordre du jour, ou de s'en faire délivrer copie à leurs frais.

Copie de la convocation est adressée au Ministre de tutelle dans les mêmes délais.

Art. 15.

L'ordre du jour de l'assemblée générale est fixé par le conseil de gestion. Celui de l'assemblée générale convoquée par le conseil de surveillance ou par le Ministre de tutelle est établi, selon le cas, par l'une ou l'autre de ces instances.

Art. 16.

Il ne peut être mis en délibération aux assemblées que les objets inscrits à leur ordre du jour. Toutefois, les propositions et délibérations ne donnant pas lieu à des décisions ne sont pas considérées comme des points devant avoir été portés à l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 17.

Le président de l'assemblée générale organise et dirige les réunions conformément, le cas échéant, au règlement intérieur voté par l'assemblée. En son absence l'assemblée élit son président de séance parmi les adhérents présents. Le président est assisté de deux scrutateurs élus parmi les membres présents et d'un secrétaire de séance qui peut être un adhérent. Ils constituent ensemble le bureau de l'assemblée.

Art. 18.

A peine de nullité des délibérations, il doit être tenu une feuille de présence contenant les noms, prénoms et numéros des cartes d'adhésion des membres présents signée par ceux-ci à leur entrée à la réunion et contresignée par le bureau de l'assemblée.

Art. 19.

Le secrétaire de séance rédige le procès-verbal

des délibérations qui est signé par les membres du bureau de l'assemblée, et, le cas échéant, par les représentants de l'autorité de tutelle. Le procès-verbal est transcrit ou consigné au registre des procès-verbaux tenu au siège social de l'organisation. Il est lu et approuvé à l'ouverture de la réunion de l'assemblée générale prochaine.

Art. 20.

Sauf cas de force majeure dûment constaté ou d'excuse justifiée, à l'appréciation de l'assemblée générale peut entraîner l'application de sanctions à l'encontre des adhérents telles que fixées par les statuts.

Art. 21.

L'assemblée générale ne peut délibérer valablement si elle est composée d'un nombre de membres présents ou représentés inférieur à la moitié des membres inscrits à la date de la convocation. Si cette condition n'est pas remplie, une deuxième assemblée est convoquée au même lieu et avec le même ordre du jour quinze jours au plus tard après la date fixée pour la première assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Art. 22.

Le vote se fait à main levée. Si l'assemblée le décide, il est procédé au vote par scrutin secret. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. En cas de partage des voix, la résolution soumise au vote est réputée rejetée.

Art. 23.

Les coopératives affiliées à une union élisent parmi leurs membres les délégués qui doivent les représenter aux assemblées générales de l'union. Les délégués peuvent être choisis parmi les membres du conseil de gestion ou de l'un des organes élus de la coopérative. Le nombre des délégués est égal pour chaque coopérative et ne saurait être inférieur à trois.

Chaque délégué dispose d'une voix à l'assemblée générale de l'union.

Art. 24.

Le délégué empêché peut, avec l'accord écrit du conseil de gestion, se faire représenter par un autre membre à l'assemblée, sans toutefois que ce dernier soit lui-même un délégué.

Art. 25.

L'assemblée générale d'une coopérative à sections

détermine le nombre et le ressort territorial de chaque section. Chaque section constitue la cellule de base des activités d'éducation et de vulgarisation de la coopérative est dirigée par un comité de section élu par les membres de la section et comprenant un président, un secrétaire et un ou plusieurs animateurs.

Art. 26.

Les assemblées de section se tiennent dix jours au moins avant la réunion de l'assemblée plénière en présence d'un membre du conseil de gestion de la coopérative.

Elles sont convoquées par le président de la section qui, à cet effet, est avisé de la réunion de l'assemblée plénière vingt jours au moins avant la date de celle-ci. Elles délibèrent quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Art. 27.

L'assemblée de section élit ses délégués à l'assemblée plénière parmi les membres de la section. Leur nombre ne peut être inférieur à trois ni supérieur à cinq par section. Chaque délégué empêché peut, avec l'accord écrit du président de la section, se faire représenter par un autre membre de la section sans préjudice de la réserve de l'article 24 ci-dessus.

Art. 28.

Sous réserve des dispositions de l'article 26, les règles de convocation d'organisation et de fonctionnement des assemblées de section sont les mêmes que celles des assemblées générales ordinaires.

Art. 29.

Le conseil de gestion désigne parmi ses membres un bureau composé d'un président, un vice-président et d'un secrétaire.

Art. 30.

Le conseil de gestion se réunit sur convocation de son président et, le cas échéant, du vice-président aussi souvent que l'intérêt de l'organisation l'exige et au moins une fois par mois. Il doit être convoqué si le tiers de ses membres en exercice en font la demande ou sur demande du conseil de surveillance ou du Ministre de tutelle.

Art. 31.

Le conseil de gestion délibère valablement s'il réunit les deux tiers au moins de ses membres en exercice. Si ce quorum n'est pas atteint au cours

d'une première réunion, une deuxième réunion peut se tenir valablement si le nombre des membres présents est égal à la moitié des membres en exercice. Nul ne peut voter aux réunions du conseil par correspondance ou s'y faire représenter.

Art. 32.

Le conseil de gestion peut convoquer l'assemblée générale pour délibérer sur le remplacement des membres démissionnaires, révoqués ou décédés. Le membre du conseil élu par l'assemblée générale continue la période du mandat de celui qu'il remplace.

Art. 33.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial signé par le Président et le Secrétaire qui y ont pris part.

Le Ministre de tutelle peut à tout instant demander que lui soient adressées copies des procès-verbaux.

Art. 34.

Le conseil de gestion peut déléguer des pouvoirs spécifiques à un ou plusieurs de ses membres pour une durée déterminée.

Il peut également, sous réserve de l'accord de l'assemblée générale, conférer des mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés aux adhérents non membres du conseil ou à des tiers.

Art. 35.

L'engagement du gérant est effectué par le conseil de gestion et doit donner lieu à l'établissement d'un contrat écrit, approuvé, par le conseil. Le contrat précise les tâches et attributions du gérant et fixe le montant de sa rémunération dans le cadre des prévisions budgétaires approuvées par l'assemblée générale. Il peut, sous réserve de l'accord de cette assemblée, prévoir l'allocation au gérant d'un pourcentage sur le montant des excédents nets, mais en aucun cas sur le chiffre d'affaires de la coopérative.

Art. 36.

Si les dimensions de la coopérative ou la nature de ses activités ne requièrent pas une structure complexe et qu'elle ne peut prendre en charge la rémunération d'un gérant, dans une situation dûment appréciée par le Ministre de tutelle, la gestion peut être directement assumée par un ou plusieurs membres du conseil de gestion dans les conditions fixées par les statuts ou par l'assemblée générale.

CHAPITRE II.

Organisation financière-Contrôle

Art. 37.

L'assemblée générale peut autoriser le transfert de tout ou partie des parts d'un adhérent par voie de cession à un ou plusieurs autres adhérents ou à un ou plusieurs nouveaux membres.

La cession des parts s'opère par simple transcription sur le registre des adhérents et sur celui des parts sociales. Toutefois un adhérent, ne peut transférer ses parts avant d'avoir acquitté ses dettes envers l'organisation.

Art. 38.

Les parts, dont le montant a été remboursé et celles qui n'ont pas été transférées dans les conditions de l'article 37 alinéa 1 ci-dessus sont annulées et mention de cette annulation est portée sur le registre des parts sociales.

Art. 39.

Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, le conseil de gestion établit ou fait établir un inventaire, un compte d'exploitation, un compte de profits et pertes et un bilan de l'exercice écoulé.

En outre, il prépare un rapport à l'assemblée générale sur la marche de l'organisation durant l'exercice en question.

Art. 40.

Aux fins de la révision des comptes de l'exercice, les comptes, l'inventaire et le bilan susvisés doivent être adressés ou mis à la disposition du Ministre de tutelle ou des comptables et réviseurs de compte habilités à cet effet trois mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice.

Les réviseurs des comptes présentent leur rapport à l'assemblée générale, et au Ministre de Tutelle.

Art. 41.

Les excédents nets de l'exercice sont affectés dans une proportion d'au moins 90% à la constitution d'un fonds de réserve légale, de réalisation des travaux ou d'infrastructure d'intérêt collectif et d'activités sociales et éducatives, suivant les pourcentages respectivement fixés ces fonds par les statuts.

Art. 42.

En aucun cas, les montants constituant les fonds et provision mentionnées à l'article précédent ne peuvent être répartis entre les adhérents, ni incor-

porés au capital social, ni utilisés pour les libérations de parts.

Art. 43.

La réserve légale ne peut être inférieure à 20% du montant des excédents nets de l'exercice.

Art. 44.

En cas de pertes durant un exercice quelconque, le montant des pertes ne sera prélevé sur la réserve légale qu'après épuisement des provisions pour pertes éventuelle et autres provisions prévues à l'article 41 ci-dessus.

Art. 45.

Le Ministre de tutelle peut, par décision motivée, accorder des dispenses provisoires à l'application des dispositions relatives aux prélèvements visés à l'article 41, exception faite cependant de ceux affectés au titre de la réserve légale.

Art. 46.

Le Ministre de tutelle fait réviser les comptes de la coopérative au moins une fois par an, en vue de la convocation de l'Assemblée générale appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice.

La copie du rapport est adressée au Ministre de tutelle, dix jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale.

CHAPITRE III. Liquidation

Art. 47.

Le liquidateur exerce ses fonctions au titre de mandataire selon le cas de l'assemblée générale ou du Ministre de tutelle.

Art. 48.

Le liquidateur :

- a) dresse un inventaire des valeurs et biens de la coopérative ;
- b) recouvre les créances sociales contre les tiers et intente toutes actions ou poursuites judiciaires ;
- c) termine les affaires en cours ;
- d) réalise tout l'actif social ;
- e) détermine l'ordre de priorité dans le désintéressement des créanciers et procède à la distribution de l'actif ;
- f) d'une façon générale, il gère fidèlement les opérations de liquidation et accomplit tous actes d'administration.

L'instance qui a désigné le liquidateur peut lui donner des directives, demander des rapports provisoires sur le déroulement des opérations ainsi que des comptes y afférents, arbitrer tout différend entre lui et les tiers.

Si le liquidateur se trouve en présence d'opérations excédant ses pouvoirs, il doit en référer à l'un ou l'autre de ses mandants.

Art. 49.

La liquidation terminée, un avis de clôture est publié au bulletin officiel du Burundi.

Art. 50.

Si la liquidation fait apparaître des pertes excédant le montant du capital social, celles-ci sont, divisées entre les adhérents en conformité avec les dispositions des statuts.

Si elle se solde par un excédent favorable, les parts sociales sont remboursées à leur seule valeur nominale plus les intérêts éventuellement dus. Tout excédent restant est, sur décision du Ministre de tutelle, dévolu sous forme de subvention à d'autres coopératives, ou à des œuvres d'intérêt général dans le ressort territorial de la coopérative dissoute.

Art. 51.

En cas de liquidation d'une union de coopératives l'excédent d'actif net sur le capital social peut être dévolu, par décision du Ministre de tutelle, aux coopératives affiliées à l'union au moment de la dissolution.

Décret n° 100/19 du 4 février 1981 portant modification du décret n° 100/146 du 30 septembre 1980 portant création de l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU).

Le Président de la République,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 1/30 du 10 octobre 1978 portant cadre des Etablissements publics Burundais ;

Revu le décret n° 100/146 du 30 septembre 1980 portant création de l'Institut Géographique Burundais, spécialement en ses articles 3, 9, 18, et 31,

Décrète :

CHAPITRE IV

Dispositions générales et finales.

Art. 52.

Dans les factures, annonces, publications, marques et dans tout document provenant des coopératives, de leurs unions et éventuellement de la fédération nationale des coopératives la raison sociale doit être précédée ou suivie, selon le cas, des mots coopérative, « union de coopératives », groupement à vocation coopérative » ou « Fédération de Coopératives ».

Art. 53.

Les Coopératives et organisations à caractère coopératif agréées à la date de signature du présent décret ont un délai de 9 mois pour mettre leurs statuts en conformité avec les dispositions du dit décret.

Art. 54.

Le Ministre du Développement Rural est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 4 février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre du Développement Rural,
Jean KABURA.

Art. 1.

L'article 3 du décret n° 100/30 ci-haut cité est modifié comme suit : « L'Institut est placé sous la tutelle du Président de la République »

Art. 2.

L'autorité de tutelle citée dans les articles 9 et 18 du même décret est chaque fois remplacée par « le Président de la République » ;

Art. 3.

L'article 31 est abrogé en ce qui concerne l'autorité chargée de l'exécution du même décret ;

Art. 4.

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 4 février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Ordonnance ministérielle n° 550/33 du 4 février 1981 portant homologation du prix de vente de la plaque ondulée n° 76 — 5 mm « Intarite ».

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 1/192 du 30 décembre 1976 relatif à la réglementation des prix ;

Vu l'Ordonnance Ministérielle n° 040/81 du 12 juin 1969 concernant l'homologation de certains produits et services ;

Vu l'Ordonnance Ministérielle n° 550/259 du 27 octobre 1908 portant homologation des prix de vente de certains types de plaques ondulées fabriquées à Bujumbura par la Société « ETERNIT ».

Ordonne

Art. 1.

Le prix de la plaque « INTARITE » est fixé comme suit :

— plaque grise de 5mm d'épaisseur et 1,220m de longueur	649 FBu
— plaque rose de 5mm d'épaisseur et 1,220m de longueur	707 FBu
— plaque grise de 5mm d'épaisseur et 1,525m de longueur	811 FBu
— plaque rose de 5mm d'épaisseur et 1,525m de longueur	883 FBu
— plaque grise de 5mm d'épaisseur et 1,830m de longueur	973 FBu
— plaque rose de 5mm d'épaisseur et 1,830m de longueur	1.060 FBu
— plaque grise de 5mm d'épaisseur et 2,135 m de longueur	1.136 FBu
— plaque rose de 5mm d'épaisseur et 2,135m de longueur	1.237 FBu
— plaque grise de 5mm d'épaisseur et 2,440m de longueur	1.298 FBu
— plaque rose de 5mm d'épaisseur et 2,440m de longueur	1.413 FBu

Art. 2.

La présente Ordonnance entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 4 février 1981.

Albert MUGANGA.

Décret n° 100/21 du 10 février 1981 portant autorisation de participation de l'Etat au capital de la Société Agricole du Burundi, en abrégé S.A.R.L. « S. A. B. »

Le Président de la République,

Vu le Décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 1/31 du 10 octobre 1978 régissant les Sociétés de Droit Public et les Sociétés d'Economie mixte de Droit Privé, spécialement en ses articles 46 et 71 ;

Sur proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Décète :

Art. 1.

La République du Burundi est autorisée à participer à la constitution et au capital de la Société A-

gricole du Burundi, société commerciale par actions à responsabilité limitée, d'économie mixte.

Art. 2.

Le montant des apports en numéraire à souscrire directement par la République du Burundi s'élève à quinze millions (15.000.000) de FBu.

Art. 3.

Sont désignés administrateurs représentant la République du Burundi à l'assemblée générale et au conseil d'administration de la Société Agricole du Burundi :

- Monsieur Antoine NDUWAYO
- Monsieur Gérard NIYUNGÉKO.

Les mêmes personnes sont habilitées à représenter la République du Burundi dans l'acte constitutif de la Société.

Art. 4.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 10 février 1981.
Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Albert MUGANGA.

Décret n° 100/23 du 12 février 1981 portant réorganisation du Centre de Formation Coopérative.

Le Président de la République,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 16 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 1/84 du 29 août 1967 portant organisation de l'enseignement au Burundi, spécialement en son titre IV ;

Vu le décret-loi n° 100/64 du 30 juin 1977 portant statut de la Fonction Publique tel que modifié à ce jour ;

Vu le décret-loi n° 1/30 du 10 octobre 1978 portant cadre organique des établissements publics burundais ;

Révu le décret n° 100/73 du 14 mai 1979 portant création et organisation du Centre de Formation Coopérative ;

Vu le décret Présidentiel n° 100/016 du 5 février 1980 portant organisation du Ministère du Développement Rural ;

Sur proposition du Ministre du Développement Rural et après avis du Conseil des Ministres,

Décète :

CHAPITRE I. Dispositions générales.

Art. 1.

Il est créé un établissement public à caractère administratif dénommé « Centre de Formation Coopérative », en abrégé « CEFOCOOP » ci-après désigné « le Centre ».

Art. 2.

Le Centre a pour objet, d'assurer la formation :

- a) des agents des coopératives, appelés à l'issue d'une année, à assurer sur le terrain, l'assistance générale aux coopératives,

- b) des techniciens des coopératives, appelés, à l'issue de deux années, à assurer sur le terrain et au niveau national, l'assistance spécialisée aux coopératives.

Le Centre dispense aussi, par tous moyens appropriés des programmes de formation et recyclage de courte durée, au bénéfice des dirigeants cadres, employés et membres des coopératives.

Art. 3.

Le centre est placé sous la tutelle du Ministre ayant les coopératives dans ses attributions, ci-après dénommé « Ministre de Tutelle ».

Art. 4.

La direction du centre est assurée par un directeur nommé par le Président de la République sur proposition du Ministre de Tutelle.

Art. 5.

Les frais de fonctionnement du Centre, les rémunérations des Professeurs et les bourses des élèves seront couverts sur délégation de crédits du Ministre ayant les coopératives dans ses attributions.

Art. 6.

Le centre comporte deux cycles de formation :

- Un cycle court d'une année conduisant à la qualification d'agent des coopératives.
- Un cycle long de deux ans conduisant à la qualification de technicien des coopératives.

Art. 7.

Pour chaque cycle, le Ministre détermine le nombre de candidats pouvant entrer dans chaque cycle compte tenu des besoins en personnel qualifié dans le domaine des coopératives.

CHAPITRE II. Des organes

Art. 8.

le centre comprend les organes de fonctionnement suivants :

- a) un conseil de direction
- b) une direction
- c) un conseil des professeurs.

Section A. Du Conseil de Direction.

Art. 9.

le conseil de direction est composé des membres suivants :

- Le Directeur Général ayant le département des coopératives dans ses attributions, Président.
- Le Directeur du Département des Coopératives ou son délégué, membre
- Le Directeur du Centre, membre
- Deux professeurs permanents, membres
- D'une personne choisie en raison de ses compétences particulières en matière de coopération.

Art. 10.

Le Directeur du Centre assure le secrétariat du conseil. Toutefois, le conseil peut à titre consultatif, s'adjoindre un ou plusieurs experts, qu'il juge utile au progrès des délibérations.

Art. 11.

Le conseil de direction se réunit statutairement deux fois l'an, en début et en fin d'année scolaire.

Il peut aussi se réunir en séance extraordinaire à la demande d'au moins deux de ses membres. Le conseil de direction ne se réunit valablement qu'en présence de deux tiers de ses membres ; ses délibérations se font à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Art. 12.

Le Conseil de Direction a pour tâches :

- d'arrêter le programme des cours.
- de déterminer les critères et modalités suivant lesquels les candidats seront admis, sans préjudice des mesures prises pour l'orientation des élèves par le Ministère de l'Education Nationale

Section B De la Direction

Art. 13.

le Directeur

- est chargé de la gestion courante du Centre.
- gère les crédits qui lui sont subdélégués
- est responsable du personnel et du matériel du Centre
- établit les rapports de fin d'année relatifs aux plans administratif, financier et pédagogique à l'intention du conseil de direction.
- élabore à l'intention du conseil de direction, les prévisions du budget, les propositions d'engage-

ment des professeurs, les propositions de programmes des cours émises par le conseil des professeurs.

Section C Du Conseil des professeurs

Art. 14.

le conseil des Professeurs est composé du :

- Directeur du Centre
- Personnel enseignant permanent.
- Personnel enseignant vacataire, chargé de plus de deux heures par semaine.

Art. 15.

Le conseil des professeurs se réunit sur demande du Directeur du Centre ou sur propositions de deux professeurs remplissant les conditions de l'article 14.

Art. 16.

Le conseil des professeurs a pour tâches de :

- fixer toutes les dispositions du règlement d'ordre intérieur, les sanctions disciplinaires, les coefficients d'importance des cours, le mode d'évaluation des épreuves pour l'obtention des diplômes.
- Préparer le programme des cours à l'intention du conseil de direction.

CHAPITRE III.

De l'Admission des élèves.

Art. 17.

Pour être admis au Centre, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- être porteur d'un certificat du cycle inférieur des humanités pour le cycle court.
- être porteur d'un diplôme des Humanités complètes pour le cycle long.
- être orienté par le Ministère de l'Education Nationale.

CHAPITRE IV.

Des études et de leur sanction.

Art. 18.

L'enseignement du Centre comprend une formation générale et une formation spécialisée constituée par des cours théoriques, des travaux pratiques et éventuellement des stages.

Art. 19.

Conformément aux dispositions de l'article 135 du décret-loi du 29 août 1967 susvisé, les programmes des différents cycles sont fixés par ordonnance conjointe du Ministre de tutelle et du Ministre de l'Education Nationale.

Art. 20.

Au cours de l'année scolaire, les élèves sont soumis à un contrôle périodique de leurs connaissances et de leur aptitude pratique.

Ce contrôle périodique comprend :

- des tests ou interrogations périodiques
- un examen à la fin de l'année scolaire.

Art. 21.

Sur proposition du Directeur et avis du conseil des professeurs, le Ministre de tutelle détermine les modalités d'organisation des épreuves, les conditions de réussite, de redoublement ou d'exclusion sans préjudice toutefois des dispositions pertinentes prises par le Ministre de l'Education Nationale.

Art. 22.

L'élève ayant réussi l'examen de fin d'études reçoit, suivant le cycle, un diplôme d'agent des coopératives ou technicien des coopératives et dont le modèle est annexé au présent décret.

CHAPITRE V**Statut des Elèves.****Art. 23.**

Les élèves sont soumis au règlement intérieur établi par le Directeur du Centre après avis du Conseil des Professeurs. Tout manquement à ce règlement ainsi qu'aux directives du Directeur ou du corps enseignant peut entraîner une sanction disciplinaire selon des modalités prévues au règlement intérieur.

Le renvoi temporaire et l'exclusion définitive d'un élève sont décidés sur proposition du conseil des professeurs.

CHAPITRE VI.**Du Personnel Enseignant.****Art. 24.**

L'enseignement du Centre est assuré par des professeurs ou experts, ou encore, si besoin est, par des vacataires.

Le recrutement des professeurs nationaux ainsi que celui des vacataires est assuré par le Directeur du Centre.

Art. 25.

Le Directeur du Centre et les professeurs permanents jouissent des primes spéciales déterminées conjointement par le Ministre ayant les coopératives dans ses attributions.

Art. 26.

Les enseignants sont regroupés en un conseil des professeurs. Outre les avis et considérations visés aux articles 21 et 23 du présent décret, ce conseil assiste le Directeur qui le consulte chaque fois que de besoin notamment pour les questions à caractère pédagogique.

CHAPITRE VII.**De l'Organisation Financière et Comptable.****Art. 27.**

La comptabilité du Centre n'est pas soumise au règlement général de la comptabilité publique. Elle est tenue selon les usages commerciaux, en partie double conformément aux règles du plan comptable national et aux modalités arrêtées par le Ministre de tutelle.

Art. 28.

Toute dépense doit être engagée par le directeur du Centre ou son délégué dans les limites du présent décret.

Le Directeur doit en outre contresigner tout document de paiement établi par le comptable.

Aucune dépense ne peut être engagée au-delà des limites des disponibilités budgétaires.

Les paiements ne peuvent être effectués que par le comptable ou son délégué.

Art. 29.

Le rapport annuel de gestion présenté par le Directeur du Centre ne pourra être approuvé que par le Ministre de tutelle conjointement avec le Ministre des Finances.

Art. 30.

Le présent décret abroge toute disposition antérieure contraire et notamment le décret n° 100/73 du 14 mai 1979 portant création et organisation du Centre.

Art. 31.

Le Ministre du Développement Rural, le Ministre de l'Education Nationale, et le Ministre de la Fonction Publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 12 février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Par le Président de la République,
Le Ministre du Développement Rural,
Jean KABURA.

Le Ministre de l'Education Nationale,
Pascal NTAMASHIMIKIRO,
Major.

Le Ministre de la Fonction Publique,
Damien BARAKAMFITIYE.

A N N E X E.

Au Décret n° 100/23 du 12 février 1981 portant réorganisation du Centre de Formation Coopérative.

Modèle de diplôme visé à l'article 22

REPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL
ECOLE DU CENTRE
DE FORMATION COOPERATIVE

M.....(1) a satisfait aux examens de fin d'études prévues par le décret n° du portant réorganisation du Centre de Formation Coopérative.

En foi de quoi, il lui a été délivré le présent
.....(2)

Le Président du Jury Les examinateurs
Le titulaire

- (1) : Nom et Prénom du titulaire
(2) : Selon les cas : — Diplôme d'agent de coopération
— Diplôme de technicien de coopération

Fait à Bujumbura, le 12 février 1981

Jean-Baptiste BAGAZA
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre du Développement Rural
Jean KABURA.

Le Ministre de l'Education Nationale
Pascal NTAMASHIMIKIRO
Major.

Le Ministre de la Fonction Publique,
Damien BARAKAMFITIYE.

Décret n° 100/24 du 12 février 1981 portant création de l'Ecole de Journalisme

Le Président de la République,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire tel que modifié par le Décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 1/84 du 29 août 1967 portant organisation de l'enseignement au Burundi, spécialement en son Titre IV ;

Vu le décret n° 100/64 du 30 juin 1977 portant Statut de la Fonction Publique, tel que modifié à ce jour ;

Sur proposition du Ministre de l'Information et après avis du Conseil des Ministres.

Décète :

CHAPITRE I Généralités.

Art. 1.

Il est créé une Ecole de Journalisme ci-après dénommée « Ecole », placée sous l'autorité du Ministre ayant l'Information dans ses attributions.

Art. 2.

L'Ecole est dirigée par un Directeur nommé par le Président de la République sur proposition du Ministre ayant l'Information dans ses attributions.

Art. 3.

La rémunération des professeurs et du personnel, les allocations des élèves et d'une façon générale toutes les dépenses de fonctionnement sont imputées sur un chapitre spécial du budget alloué au Cabinet du Ministère de l'Information.

Art. 4.

L'Ecole comporte deux filières d'enseignement assurant chacune une formation professionnelle complète sanctionnée par la délivrance d'un diplôme, à savoir :

- a) la filière journalisme de la Presse Ecrite et de la Radio.
- b) la filière production de la Radio.

Art. 5.

Le Ministre décide, pour chacune des sections d'enseignement visées au précédent article, de l'ouverture de chacune des filières ainsi que du nombre de candidats pouvant y être admis en tenant compte des besoins en personnel dans le secteur de l'Information.

CHAPITRE II

De l'Admission des Elèves

Art. 6.

Pour être admis, les candidats doivent avoir terminé avec succès le cycle complet des humanités de l'enseignement secondaire général ou technique et être orientés par le Ministère de l'Education Nationale. Le Ministre peut autoriser l'admission d'agents en service au Ministère de l'Information ayant au moins un diplôme d'Institut et qui y auraient déjà travaillé au moins deux ans.

Art. 7.

Les élèves soumis au Statuts de la Fonction Publique sont placés en disponibilité pour convenances personnelles conformément aux dispositions du deuxième alinéa, de l'article 57 du dit Statut.

CHAPITRE III

Des Etudes et de leur Sanction

Art. 8.

L'enseignement comprend une formation générale et une formation spécialisée constituée par des cours théoriques, des travaux pratiques et des stages.

Art. 9.

Par dérogation aux dispositions de l'article 135 du Décret-Loi du 29 août 1967 sus-visé, les programmes des différents cycles sont fixés :

- par Ordonnance du Ministre prise après avis du Conseil des professeurs de l'Ecole en ce qui concerne la formation spécialisée.
- par Ordonnance du Ministre prise après avis du Ministre de l'Education Nationale en ce qui concerne la formation générale.

Les Ordonnances visées au premier alinéa du présent article précisent pour chacune des matières le nombre d'heures consacrées annuellement à son enseignement.

Art. 10.

Au cours de l'année scolaire les élèves sont soumis à un contrôle périodique de leurs connaissances et de leur aptitude pratique. Ce contrôle périodique comprend des tests ou interrogations périodiques.

Les élèves n'ayant pas obtenu une moyenne suffisante à la fin de la première année peuvent être exclus ou admis à redoubler par décision du Directeur prise après avis du conseil des professeurs.

Art. 11.

Le Ministre détermine sur proposition du Directeur et avis du Conseil des professeurs les modalités d'organisation des épreuves, les conditions de réussite et de redoublement.

Art. 12.

Au terme de la seconde année d'études, les élèves subissent des épreuves écrites et orales, dont la composition est fixée par le Ministre ayant l'Information dans ses attributions.

Art. 13.

Les élèves ayant obtenu le total minimum de points fixé par le barème arrêté par le jury d'examen se voient décerner un diplôme qui jouit de l'équivalence avec celui de deux années de candidature. Les élèves n'ayant pas obtenu le minimum sont soit éliminés soit admis à redoubler par décision souveraine du jury.

CHAPITRE IV.

Statut des Elèves.

Art. 14.

Le régime de l'Ecole est l'externat.

Art. 15.

Les élèves perçoivent pendant la durée de la scolarité une bourse mensuelle dont le taux est fixé par Ordonnance conjointe du Ministre de l'Information et celui des Finances.

Art. 16.

Les élèves sont soumis à un Règlement Intérieur établi par le Directeur de l'Ecole et soumis à l'approbation du Ministre. Tout manquement à ce règlement ainsi qu'aux instructions du Directeur de l'Ecole peut entraîner une sanction disciplinaire selon des modalités prévues au Règlement Intérieur.

CHAPITRE V

Du Personnel Enseignant

Art. 17.

L'enseignement de l'Ecole est assuré par des professeurs ou experts, ou encore, si besoin est par des vacataires. Le recrutement des professeurs nationaux ainsi que celui des vacataires est assuré par le Ministre ou par délégation, par le Directeur.

Les enseignants, professeurs ou experts, recrutés dans le cadre de la coopération internationale sont mis à la disposition de l'Ecole par décision du Ministre.

Art. 18.

Les enseignants de l'Ecole sont regroupés en un Conseil des professeurs. Outre les avis ou propositions visés aux articles 9^o et 11^o du présent Décret,

ce Conseil assiste le Directeur qui le consulte chaque fois que cela est nécessaire notamment sur les problèmes à caractère pédagogique.

CHAPITRE VI

Dispositions Finales

Art. 19.

Les points non réglés par le présent Décret feront éventuellement l'objet de décision du Ministre prise sur proposition ou après avis du Directeur de l'Ecole.

Art. 20.

Le Ministre de l'Information et le Ministre de l'Education Nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 12 février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre de l'Information,
Pierre NGENZI.

Le Ministre de l'Education Nationale,
Pascal NTAMASHIMIKIRO,
Major.

ANNEXE I.

PROGRAMME DES COURS DE L'ECOLE DE JOURNALISME.

1^{re} Année

A. Formation Générale

1. Economie Politique	45 heures
2. Français	60 heures
3. Anglais	60 heures
4. Kirundi	45 heures
5. Swahili	60 heures
6. Géographie humaine	60 heures
7. Organisations Internationales	45 heures
8. Introduction au Droit	45 heures
9. Introduction au Droit Public	45 heures

10. Histoire contemporaine	60 heures
11. Introduction à la sociologie générale	45 heures
12. Histoire du Burundi ; initiation aux institutions du pays	30 heures

B. Cours Techniques

1. Méthodologie de l'Information	90 heures
2. Histoire de la Presse	30 heures
3. Le secrétariat de Rédaction	60 heures
4. L'Opinion Publique	45 heures
5. Sténo-dactylographie, opération télex	45 heures

6. Les Agences de Presse + style d'Agence	30 heures
Total du nombre d'heures pour la première année	<u>900 heures</u>

2° Année

A. Formation Générale

1. Français	45 heures
2. Anglais	60 heures
3. Kirundi	45 heures
4. Swahili	60 heures
5. Grands thèmes de l'Histoire contemporaine	60 heures
6. Les grands problèmes économiques contemporains	45 heures
7. Les Organisations Internationales	45 heures
8. Les Institutions Politiques comparées	45 heures
9. Economie rurale et problèmes de développement	45 heures
10. Conférences sur divers aspects de l'actualité	30 heures
11. Droit administratif	<u>45 heures</u>

B. Cours Techniques

1. Cours communs	
1.1 Sociologie de l'Information	45 heures
1.2 La Presse Burundaise	30 heures
1.3 La Sténo-dactylographie	45 heures
1.4 Photographie et prise de son	45 heures
1.5 Le Droit de l'Information	<u>45 heures</u>

2. Cours séparés

2.1 Presse écrite	
2.1.1. Pratique du secrétariat de rédaction — pratique de l'enquête, du reportage et de l'interview-pratique de la photo :	120 heures
2.2. Presse parlée	
2.2.1. Le flash — le bulletin	
Le journal parlé — l'interview	
Le reportage	120 heures
2.3. La production (Radio)	
— le débat	
— le forum	
— le direct	
— l'animation d'antenne	

— la production d'émissions, éducatives	120 heures
Total d'heures pour la 2° année	<u>865 heures</u>

A la fin de la deuxième année, il est prévu un stage pratique de trois mois ainsi que la rédaction d'un petit mémoire (30-40) pages).

ANNEXE II

Au Décret n° 100/24 du 12/2 1981 portant création de l'Ecole de Journalisme.

Modèle de Diplôme visé à l'article 13.

REPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTRE DE L'INFORMATION

ECOLE DE JOURNALISME

M^r.....(1) né(e) le..... à.....
a satisfait aux examens de fin d'études prévus par le Décret n°.....du.....19..... portant création de l'Ecole de Journalisme.

En foi de quoi il lui a été délivré le présent

.....(2)

Le Titulaire

Le Jury

1) : Nom et Prénom du titulaire

2) : Selon les cas : — Diplôme de « Journalisme Niveau II »

— Diplôme de « Chargé de production/Programme radiophonique »

Vu pour être annexé au Décret n° 100/24 du 12/2/1981 portant création de l'Ecole de Journalisme.

Fait à Bujumbura, le 12 février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre de l'Information,
Pierre NGENZI.

Le Ministre de l'Education Nationale,

Pascal NTAMASHIMIKIRO,
Major.

Décret n° 100/25 du 12 février 1981 portant modification du décret n° 100/22 du 20 mars 1978 portant création et statuts de l'Imprimerie Nationale du Burundi

Le Président de la République,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 1/30 du 10 octobre 1978 portant cadre organique des Etablissements Publics Burundais ;

Vu le décret-loi n° 100/25 du 20 mars 1978 portant organisation de l'Administration Centrale du Ministère de l'Information ;

Revu le décret n° 100/22 du 20 mars 1978 portant création et Statuts de l'Imprimerie Nationale du Burundi ;

Sur rapport du Ministre de l'Information,

Décrète :

Art. 1.

L'alinéa premier de l'article 6 du décret n° 100/22 du 20 mars 1978 est modifié comme suit :

L'Imprimerie est administrée par un Conseil d'Administration ainsi composé :

- Un Représentant du Ministère de l'Information, Président
- Un Représentant du Ministère des Finances, Vice-Président

- Un Représentant du Ministère du Plan
- Un Représentant du Ministère du Commerce et de l'industrie
- Un Représentant de la Banque de la République du Burundi
- Un Représentant du Personnel de l'Imprimerie désigné par le Conseil d'Entreprise
- Le Directeur de l'INABU assure le Secrétariat du Conseil d'Administration.

Art. 2.

L'Imprimerie Nationale du Burundi se conforme aux dispositions du décret-loi n° 1/30 du 10 octobre 1978 portant cadre organique des Etablissements Publics Burundais en ce qui concerne l'administration et la gestion.

Art. 3.

Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 4.

Le Ministre de l'Information est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 12 février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre de l'Information,
Pierre NGENZI.

Décret-loi n° 1/4 du 16 février 1981 portant modification du décret-loi n° 1/143 du 20 mars 1968 instituant la taxe sur les transactions

Le Président de la République,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire ; tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu la loi du 29 juin 1962 maintien en vigueur des actes législatif et réglementaire édictés par l'autorité tutélaire ;

Revu spécialement, en son article 8 le décret-loi

du 20 mars 1968 relatif à la Taxe sur les Transactions ;

Sur rapport du Ministre des Finances après l'avis conforme du Conseil des Ministres,

Décrète :

Art. 1.

L'article 8 du décret-loi n° 1/143 du 20 mars 1968 est modifié comme suit :

« Le taux de la Taxe est fixé à 3 pour cent pour la généralité des affaires et à 10 % pour les transactions portant sur les propriétés bâties ou non bâties. Pour le calcul trimestriel de la taxe à verser au Receveur des Impôts, le montant des sommes taxables est arrondi au millier de francs inférieur ».

Art. 2.

Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret-loi qui entre en vigueur le 1^{er} mars 1981.

Fait à Bujumbura, le 16 février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA,
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre des Finances,
André BIBWA.

Vu et scellé du sceau de la République,

Le Ministre de la Justice,
Laurent NZEYIMANA.

Ordonnance ministérielle n° 120/38 du 16 février 1981 portant agrégation de la SPRL Radio & Electric Industrial Company en abrégé « RAELCO » comme Entreprise Prioritaire.

Le Ministre du Plan,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 1/8 du 4 avril 1979 portant institution du Code des Investissements du Burundi, spécialement en ses articles 18, 19 et 20 ;

Vu spécialement en ses articles 1, 2 et 4 l'Ordonnance Ministérielle n° 120/75 du 12 avril 1979 portant fixation du plafond des investissements et le nombre d'emplois à créer en application du décret-loi n° 1/8 du 4 avril 1979 portant Code des Investissements du Burundi ;

Considérant notamment que les activités retenues au programme de la RADIO & ELECTRIC INDUSTRIAL COMPANY en abrégé « RAELCO » enregistrée au Registre de Commerce de Bujumbura sous le numéro 22.521.

— présentent tant dans le domaine de la technique que du financement des garanties jugées suffisantes ;

— permettent la création de 25 emplois nouveaux permanents et un remplacement de produit importé ;

et que pour ces diverses raisons, elles présentent un intérêt prioritaire ;

Sur avis conforme de la Commission Nationale des Investissements en sa séance du 23 septembre 1980,

Ordonne

Art. 1.

La SPRL RADIO & ELECTRIC INDUSTRIAL COMPANY en abrégé « RAELCO » est agréée com-

me entreprise prioritaire, et ce pour la réalisation du projet tel qu'il a été soumis aux avis de la Commission Nationale des Investissements et comportant notamment :

- Le montage de postes de Radio-récepteur.
- Un programme d'investissements dont les prévisions représentent un total de l'ordre de dix-sept millions cent cinquante et un mille (17.151.000 FBU).

Art. 2.

Dans le cadre du programme mentionné à l'article précédent et sur base des spécifications chiffrées contenues dans le dossier tel qu'il a été soumis aux avis de la Commission Nationale des Investissements, la RAELCO est autorisée à bénéficier des avantages particuliers suivants en application de l'article 19 du Code des Investissements à savoir :

1. Exemption d'impôts sur les bénéfices pour une période de 3 ans.
2. Réduction du taux d'imposition à 8% (5% + 3% de taxe statistique) sur les pièces détachées reprises ci-après et entrant dans la production des radios pendant une période de 5 ans.
 - 2.160 tourneurs de résonance
 - 96.000 transistors
 - 12.000 tableaux pour circuit imprimé
 - 96.000 condensateurs
 - 180.000 résistances
 - 12.000 commutateurs
 - 12.000 rotentiomètres
 - 12.000 haut-parleurs
 - 12.000 baguettes ferrites
 - 12.000 boîtes
 - 12.000 I.F.T.S.
 - 12.000 cadrans
 - 12.000 portes-batteries
 - 12.000 diverses autres petites pièces de quincaillerie.
3. Exemption des droits à l'exportation.

4. Exonération totale des droits d'entrée à l'importation sur l'équipement pour assemblage :

- 10 fers à souder électriques (10 W)
- 10 fers à souder électriques (25 W)
- 5 fers à souder électriques (50 W)
- 5 fers à souder électriques (65 W)
- 1 machine enrouleuse
- 1 affûteuse (petite)
- 1 perceuse sur banc
- 1 perceuse portative
- 1 transformateur pour enrouleuses
- 1 presse à main
- 1 compresseur d'air avec pulvérisateur
- 1 moteur pour enrouleuse
- 1 oscilloscope avec 2 aiguilles 0-10 MHZ
- 1 multimètre de laboratoire
- 1 multimètre de poche
- 1 signal générateur à partir d'un MHZ
- 1 signal injecteur directeur de la fréquence
- 1 alimentateur d'énergie
- 1 oscilloscope

- 2 V.T.V.M.
- 1 oscillateur haute fréquence
- Pièces et outillage divers
- matrices, moules...
- 1 dispositif de filtrage du courant pour batteries.

Art. 3.

La valeur des pièces détachées pour radios dont il est question à l'article 2 point 2 ne devra pas dépasser le montant annuel de deux millions cinq cents vingt mille (2.520.000) FBUs.

Art. 4.

La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 16 février 1981.

Serge KANANIYE.

Décret n° 100/28 du 17 février 1981 portant organisation du Ministère de la Fonction Publique

Le Président de la République,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire tel qu'il a été modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Revu le décret n° 100/41 du 3 mai 1978 portant réorganisation de la Fonction Publique ;

Sur proposition du Ministre de la Fonction Publique,

Décète

CHAPITRE I

Mission du Ministre de la Fonction Publique et Organisation Générale du Ministère

Art. 1.

Le Ministre de la Fonction Publique est chargé d'élaborer la politique gouvernementale dans le domaine de l'administration et de la gestion des fonctionnaires et agents contractuels des administrations civiles de l'Etat et de veiller à l'application de cette politique.

Il dirige, coordonne et contrôle la gestion des personnels civils de l'Etat.

Il est responsable de la promotion professionnelle,

perfectionnement et la formation en cours d'emploi des agents du secteur public et para-public.

En étroite collaboration avec l'Inspection Générale de l'Etat, il coordonne les travaux visant l'amélioration des structures et procédures des administrations et services publics et veille sur l'utilisation rationnelle des agents de l'Etat.

Il planifie le développement des effectifs de la Fonction Publique en harmonie avec le développement des structures des services et la politique financière de l'Etat.

Art. 2.

Pour réaliser ses missions, le Ministre de la Fonction Publique dispose des services de l'administration centrale composés du Cabinet du Ministre et de la Direction Générale de la Fonction Publique.

Les établissements publics suivants se trouvent sous sa tutelle et lui aident à remplir ses missions :

- Centre de Perfectionnement et de Formation en Cours d'Emploi (CPF),
- Mutuelle de la Fonction Publique.

CHAPITRE II Cabinet du Ministre

Art. 3.

Sous l'autorité du Ministre, le Cabinet est chargé de la conception, de la coordination et du contrôle des services et organismes personnalisés relevant du Ministère.

A cet effet le Cabinet :

- 1° Elabore la politique dans le domaine de la compétence du Ministre, fixe les objectifs, programme et évalue périodiquement les activités des services,
- 2° Prépare et met en forme définitive les dossiers relatifs aux réunions gouvernementales ainsi que les instructions du Ministre à l'intention des services,
- 3° Exerce le contrôle du courrier suivant la réglementation établie, notamment les réunions périodiques de coordination,
- 4° S'assure de la qualité des actes ou des projets d'actes élaborés par des services du Ministère et supervise l'activité des services et des organismes personnalisés,
- 5° Assure les relations du Ministère avec l'environnement socio-politique ainsi que les relations avec les medias.

Art. 4.

Le Cabinet est composé :

- d'un Directeur du Cabinet,
- des Conseillers techniques.

Le Directeur Général de la Fonction Publique et les Directeurs des services relevant du Ministère de la Fonction Publique participent aux réunions du Cabinet concernant leur domaine de compétence.

Ils participent notamment aux réunions périodiques de programmation et d'évaluation des activités des services.

Art. 5.

Le Cabinet est assisté dans ses tâches par un Secrétariat du Cabinet.

CHAPITRE III.

Direction Générale de la Fonction Publique

Section 1. Missions générales et organisation

Art. 6.

La Direction Générale de la Fonction Publique a pour mission de participer à l'élaboration de la politique gouvernementale dans le domaine de l'administration et de la gestion des fonctionnaires et agents contractuels des administrations civiles de l'Etat et de veiller à l'application de cette politique.

A ce titre la Direction mène toutes les études et travaux destinés à l'évaluation des besoins en personnels de l'Etat et à la préparation de projets de

réglementations concernant l'administration et la gestion de ces personnels.

Elle prépare et contrôle les actes de gestion et d'administration du personnel prévu par la réglementation en vigueur et assure les liaisons avec les responsables de gestion du personnel dans les autres administrations de l'Etat.

Art. 7.

La Direction Générale de la Fonction Publique comprend :

- 1° Le Directeur Général et son Etat Major composé du Secrétariat Administratif et du Service de Gestion Interne d'une part et du Bureau d'Etudes et des Statistiques et le Secrétariat de la Chambre de Recours d'autre part,
- 2° Le Département de la Gestion Administrative,
- 3° Le Bureau Central des Traitements.

Section 2. Du Directeur Général

Art. 8.

Le Directeur Général est chargé de diriger, animer et contrôler les activités de la Direction Générale.

Il soumet à la signature du Ministre tout projet d'actes ou de documents relatifs aux attributions de la Direction Générale à l'exception des actes ou documents pour lesquels il dispose de la délégation du pouvoir ou de la signature.

Il veille à l'application du Statut de la Fonction Publique et la réglementation régissant le personnel sous-contrat.

Il participe à l'élaboration de la politique gouvernementale en matière de gestion et d'administration des fonctionnaires et des agents contractuels de l'Etat.

Art. 9.

Le Directeur Général établit périodiquement :

- le programme de travail des services de la Direction Générale,
- le tableau de bord de la Direction comprenant en particulier les statistiques concernant les recrutements, les départs, les effectifs par ministère et par catégorie du personnel et des éléments comparatifs permettant la mise en évidence de l'évolution des effectifs et des dépenses en personnel,
- le rapport annuel de la Fonction Publique contenant des commentaires sur la situation dans ce domaine et des recommandations et mesures suggérées pour son amélioration.

Art. 10.

Le Directeur Général est assisté d'un Etat Major composé pour la logistique d'un Secrétariat Administratif et d'un Service de Gestion Interne et pour la conception d'un Bureau d'Etudes et des Statistiques.

Le Secrétariat de la Chambre de Recours lui est également attaché.

Section 3.

Secrétariat Administratif et Service de Gestion Interne

Art. 11.

Le Secrétariat Administratif est chargé :

- de la réception, l'enregistrement et l'imputation du courrier arrivé,
- de l'enregistrement et de l'expédition du courrier départ,
- de la tenue des classeurs chronologiques des décrets, ordonnances et décisions concernant la gestion et l'administration du personnel et de transmission des copies aux archives,
- de la préparation et de la dactylographie des correspondances du Directeur Général,
- des travaux de reprographie des actes et documents de la direction.

Art. 12.

Le Service de Gestion Interne est chargé :

- de la gestion financière et de la comptabilité de la Direction Générale,
- de la comptabilité matière, de l'approvisionnement, des achats et de la gestion de stocks du matériel et des fournitures de la Direction Générale,
- de la gestion du charroi, de l'entretien des locaux et de l'organisation du travail et de la discipline des plantons, veilleurs et chauffeurs de la Direction Générale,
- de la gestion du personnel du ministère.

Section 4.

Bureau d'Etudes et des Statistiques et Secrétariat de la Chambre de Recours

Art. 13.

Le Bureau d'Etudes et des Statistiques est chargé de procéder aux études techniques ayant trait aux affaires contentieuses et aux questions liées à

l'interprétation des lois et règlements ainsi que de préparer des avant-projets de réglementation.

Il répond aux demandes de renseignements en provenance des services administratifs de l'Etat en ce qui concerne l'application des textes régissant la gestion des personnels de la Fonction Publique en se basant, dans le cas où c'est possible, sur les interprétations contenues dans les décisions de la Chambre de Recours. Ces demandes et réponses classées et répertoriées doivent donner lieu à des notes d'information diffusées dans les ministères et par des publications spéciales.

Art. 14.

Le Bureau d'Etudes et des Statistiques centralise les informations concernant les besoins en personnel nouveau et élabore, en collaboration avec les autres services, notamment le Ministère du Plan et celui de l'Education Nationale, les plans de développement des effectifs de la Fonction Publique.

Art. 15.

Le Bureau d'Etudes et des Statistiques prépare périodiquement des états statistiques, conformément à un plan type de production et procède à leur interprétation.

Il participe aux travaux d'informatisation de la gestion des personnels de l'Etat, notamment en ce qui concerne le recensement permanent des fonctionnaires et agents de l'Etat, les avancements et admissions à la retraite.

Il prévoit et organise l'exploitation des fichiers du personnel de l'Etat.

Art. 16.

Le Bureau d'Etudes et des Statistiques participe à l'élaboration et à l'adaptation des actes types, des imprimés et de tout support susceptible d'améliorer l'efficacité de gestion du personnel.

Il participe également aux travaux visant l'amélioration des procédures de gestion du personnel de l'Etat et à l'évaluation du rendement de ce personnel.

Art. 17.

Dans la réalisation de ses missions, le Bureau d'Etudes et des Statistiques collabore étroitement avec le Centre de Perfectionnement et de Formation en Cours d'Emploi.

Art. 18.

Le Bureau d'Etudes et des Statistiques est dirigé par le Directeur qui est chargé :

- d'organiser et programmer le travail du Bureau,
- de rendre compte au Directeur Général du Travail de son service et de veiller à la discipline de son personnel,
- de représenter son service aux réunions de coordination,
- de préparer le rapport annuel d'activité du Bureau et de fournir mensuellement au Directeur Général les données pour son tableau de bord,
- de représenter le Gouvernement devant la Chambre de Recours.

Art. 19.

Supervisé par le Directeur du Bureau d'Etudes et des Statistiques, le Secrétariat de la Chambre de Recours assure l'organisation matérielle du fonctionnement de cette dernière.

Il est chargé notamment :

- de la réception des recours,
- de la préparation et du secrétariat des audiences,
- de la tenue des dossiers des affaires en cours et des archives des affaires jugées,
- de renseignement des intéressés.

Section 5.

Département de Gestion Administrative.

Art. 20.

Le Département de la Gestion Administrative est chargé de l'administration et de la gestion des personnels fonctionnaires et contractuels des administrations civiles de l'Etat et du suivi de la gestion du personnel effectuée au sein des ministères.

Art. 21.

Le Département de la Gestion Administrative comprend :

- le Secrétariat,
- le Service de Recrutement, Concours et Stages,
- le Service Archives et Fichiers,
- le Service des Fonctionnaires Enseignants,
- le Service des Fonctionnaires Non-enseignants,
- le Service des Personnels Sous-contrat.

Art. 22.

Le Département de la Gestion Administrative est dirigé par le Directeur du Département qui est chargé :

- d'organiser et programmer le travail des services et de donner des instructions de traitement aux directeurs adjoints,
- de contrôler la production des services notamment en imposant les délais de traitement et en

vérifiant la forme et le fond des actes préparés par les directeurs-adjoints,

- de rendre compte au Directeur Général du travail qui leur a été imparti par le programme de travail des services et de veiller à la discipline de leur personnel,
- de représenter le département aux réunions de coordination ou de service,
- de représenter le Directeur Général pendant son absence ou son empêchement,
- de préparer le rapport mensuel d'activité du département et fournir mensuellement au Directeur Général les données pour son tableau de bord,
- de veiller sur la maintenance des fichiers tenus par les services.

Art. 23.

Le Service Recrutement, Concours et Stages est chargé :

- de dresser annuellement la liste des vacances d'emplois, fonctionnaires et contractuels,
- d'assurer le bon déroulement des mouvements de recrutement et d'assurer le secrétariat de la Commission de recrutement,
- de préparer les contrats avec les agents non-fonctionnaires,
- de procéder à l'immatriculation des agents,
- d'organiser les concours de recrutement et d'avancement,
- de suivre la gestion des stagiaires à l'étranger,
- de suivre l'application du régime des stages probatoires et de préparer les titularisations,
- de participer à l'établissement des équivalences des diplômes étrangers et dans la valorisation des perfectionnements reçus par les agents.

Il comporte deux sections à savoir : la Section des Recrutements et la Section Concours et Stages.

Art. 24.

Le Service Archives et Fichiers est chargé :

- de la tenue des dossiers et du classement des archives pour l'ensemble des agents de la Fonction Publique, fonctionnaires et contractuels,
- de répondre aux demandes de renseignements en provenance d'autres services de la Direction Générale ou d'autres ministères,
- de la transmission des archives mortes aux archives nationales,
- de procéder à la tenue et à la mise à jour permanente du fichier mécanographique du personnel en liaison avec le Centre National de l'Informatique et d'autres services du Département de Gestion Administrative.

Il comprend deux sections, à savoir : la Section des Fonctionnaires et la Section du Personnel Sous-contrat.

Art. 25.

Les Services du Personnel Enseignant, de fonctionnaires Non-Enseignants et du Personnel Sous-contrat sont chargés de l'administration et de la gestion des personnels fonctionnaires et contractuels des administrations civiles de l'Etat et du suivi de la gestion du personnel effectuée par les responsables de la gestion du personnel dans les ministères.

Ils sont chargés notamment :

- de préparer les actes d'administration et de gestion concernant le personnel placé sous leur responsabilité,
- de tenir à jour les fiches classées par ministère et par ordre alphabétique,
- de tenir à jour les classeurs chronologiques des pris à leur niveau,
- de participer à la collecte des données statistiques,
- de préparer tous les projets de lettres nécessitées par la gestion de l'administration du personnel,
- de proposer toutes mesures susceptibles d'améliorer la gestion et d'alléger les procédures.

Art. 26.

Les Services du Personnel Enseignant et de Fonctionnaires Non-Enseignants comprennent :

- une Section Interruptions et Avantages Sociaux
- une Section Discipline et Fin de Carrières,
- une Section Avancements.

Le Service de Personnel Sous-Contrat comprend :

- la Section Services Economiques,
- la Section Services Généraux et Spéciaux.

Art. 27.

Les Directeurs-Adjoints sont chargés :

- d'organiser le travail des services qui leur sont confiés en veillant à une bonne répartition des tâches,
- de proposer toutes mesures susceptibles d'améliorer la gestion et d'alléger les procédures,
- de procéder personnellement au contrôle de tous les actes préparés au sein des services.

Section 6. Bureau Central des Traitements.

Art. 28.

Le Bureau Central des Traitements est chargé :

- de la liquidation et du paiement des rémunérations des fonctionnaires, magistrats et agents sous-contrats,
- de la régularisation des comptes à l'occasion de toute modification de la position du fonctionnaires,
- de la prise en recette des sommes indûment touchées et des retenues applicables aux rémunérations,
- du paiement des pensions et rentes aux fonctionnaires, magistrats et leurs ayants-droit,
- des versements réglementaires à l'I.N.S.S. des cotisations de sécurité sociale des agents sous-contrats,
- de la tenue et la clôture des comptes salaires des agents sous-contrats,
- de participer à la collecte des données statistiques concernant les dépenses en personnel des différents services,
- de faire des prévisions concernant l'évolution des dépenses en personnel.

Art. 29.

Le Bureau Central des Traitements comprend :

- le Secrétariat,
- le Service des Réclamations,
- le Service des Fonctionnaires Enseignants,
- le Service des Fonctionnaires Non-Enseignants,
- le Service du Personnel Sous-contrat.

Art. 30.

Le Bureau Central des Traitements est dirigé par le Directeur qui est chargé :

- d'organiser et programmer le travail des services et de donner des instructions de traitement aux directeurs-adjoints,
- de contrôler la production des services notamment en imposant les délais de traitement et en vérifiant l'exactitude des états produits,
- de rendre compte au Directeur Général du résultat du travail accompli et de veiller à la discipline du personnel des services,
- de représenter le Service aux réunions de coordination,
- de préparer le rapport annuel d'activités du Service et de fournir mensuellement au Directeur Général les données pour son tableau de bord,
- de veiller sur la maintenance des fichiers tenus par les services.

Art. 31.

Le Service des Réclamations est chargé de recevoir des réclamations concernant les paiements de rémunérations des fonctionnaires et des agents con-

tractuels et de les renseigner à ce sujet et d'intervenir éventuellement auprès du service concerné.

Il est chargé également d'assurer la liaison entre le Service Central des Traitements et les services extérieurs correspondants.

CHAPITRE IV.

Dispositions Finales

Art. 32.

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires et notamment le décret n°100/41 du 3 mai 1978 portant réorganisation du Ministère de la Fonction Publique.

Ordonnance ministérielle n° 540/42 du 25 février 1981 accordant la garantie de l'Etat à l'ouverture d'un crédit de 80.000.000 F.BU (Quatre-vingt millions de francs Burundi contracté par l'Office National de Commerce auprès de la Banque de la République du Burundi et destiné à l'importation de sucre.

Le Ministre des Finances,

Vu le décret-loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant organisation des pouvoirs législatif et réglementaire, tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

Vu le décret-loi n° 500/200 du 2 janvier 1973 fixant les conditions dans lesquelles l'Etat peut emprunter ou garantir le capital et les intérêts d'un emprunt ;

Attendu que la garantie de l'Etat est sollicitée par l'Office National de Commerce à concurrence de 80.000.000 F.Bu pour couvrir une ouverture de

Art. 33.

Le Ministre de la Fonction Publique est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 17 février 1981.

Jean-Baptiste BAGAZA
Colonel.

Par le Président de la République,

Le Ministre de la Fonction Publique,
Damien BARAKAMFTIYE,

crédit à consentir par la Banque de la République du Burundi et destiné à financer à raison de 100 % l'importation C & F BUJUMBURA, de 1.000 Tonnes de sucre en provenance du Kenya, objet des licences SGS 705.0008 et 705.0008bis ;

Vu la convention relative à ce financement signée entre la Banque de la République du Burundi et l'Office National de Commerce,

Ordonne :

Article Unique :

La garantie de l'Etat est accordée pour couvrir l'ouverture de crédit à consentir par la Banque de la République du Burundi au profit de l'Office National de Commerce à concurrence de 80.000.000 F.Bu (Quatre-vingt millions de francs Burundi) et destiné à l'importation de 1.000 Tonnes de sucre en provenance du Kenya.

Fait à Bujumbura, le 25 février 1981,

André BIBWA.

B. — DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Nomination de chargé de mission.

Par décret n° 100/22 du 12 février 1981, ont été nommés en qualité de chargés de mission auprès du Président de la République :

MM : KIDWINGIRA Bonaventure et SINAMENYE Mathias.

FORCES ARMEES

Acceptation de démission.

Par ordonnances,

1. O.M. n° 520/29 du 4 février 1981 : La démission offerte par l'adjudant Frédéric MUDUGA, n° C0197 de la matricule a été acceptée.
2. O.M. n° 520/30 du 4 février 1981 : La démission offerte par le premier sergent NDIKUMANA Pascal n° C0618 de la matricule a été acceptée.
3. O.M. n° 520/31 du 4 février 1981 : La démission offerte par le premier sergent Frédéric NDAYI-TWAYEKO n° C0669 de la matricule a été acceptée.

LIMITE D'AGE.

Par ordonnance n° 520/28 du 4 février 1981, la limite d'âge de l'aumônier catholique Michel HABONIMANA n° matricule S0184 a été reportée au 31 décembre 1981.

Etat-Major Général

Par décret n° 100/15 du 31 janvier 1981, le Colonel Antoine NIYUNGÉKO matricule S0045 a été déchargé de ses fonctions de Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées.

Mise en non activité de service dans l'intérêt du service.

Par ordonnance n° 520/15 du 27 février 1981, du Ministre de la Défense nationale, le lieutenant-colonel Jérôme SINDUHIJE, matricule S0010 a été placé en non activité de service dans l'intérêt du service.

Levée de mise en non activité de service dans l'intérêt du service

Par ordonnance n° 520/16 du 27 janvier 1981, du

Ministre de la Défense nationale, la mise en non activité de service dans l'intérêt du service le lieutenant-colonel Damien NKORIPFA matricule S0004 a été levée.

GOUVERNEMENT

Modification de la composition du Gouvernement

Par décret n° 100/16 du 31 janvier 1981,

1. A été nommé Ministre chargé des Affaires de la Présidence : le Colonel NIYUNGÉKO Antoine.
2. A été nommé Ministre du Plan : Monsieur KANA-NIYE Serge.

FONCTION PUBLIQUE.

Acceptation de démission

Par décret n° 100/27 du 17 février 1981, la démission offerte par Monsieur NGENDAKUMANA Audace, matricule 204.651 a été acceptée.

FINANCES.

Nomination de certains cadres dans les Etablissements publics

Par décret n° 100/30 du 24 février 1981, ont été nommés :

- Directeur Général de la CADEBU : M. KAREGEYA Adelin
- Directeur Général-Adjoint de la Camofi : M. NTIBAGIRIRWA Léonard
- Détaché auprès de la Camofi pour les magasins généraux : M. NTIRANDEKURA Nicodème
- Directeur Administratif de la CADEBU : M. RWAGATORE Alexis
- Directeur Commercial de la CADEBU : NGARAMBE Jean
- Directeur du CNI : M. BARANYITONDEYE Cyprien
- Directeur-Adjoint du CNI : M. BUREGEYA Maximilien

Nomination d'un directeur Général-Adjoint et de directeurs à la Socabu

Par décret n° 100/31 du 24 février 1981, ont été nommés :

- Directeur général-adjoint : M. GAHUNGU Athanase
- Directeur Administratif et financier : M. CIZA François-Xavier
- Directeur des branches terrestres : M. SIMBANANIYE Côme
- Directeur des branches maritimes : M. BUFIKI Salvator

Nomination de certains fonctionnaires de l'administration Centrale du Ministère des Finances.

Par décret n° 100/32 du 24 février 1981, ont été nommés :

- Inspecteur général des Finances : M. GAHUNGU Bernard
- Directeur Général de la Recette : M. NKURIKIYE Pascal
- Directeur Général de la Dépense : M. NDIKUNDAVYI Elie
- Directeur du Budget-Contrôle : M. SAHABO Anselme
- Inspecteur-Adjoint des Finances : M. MUTOHERA Samson

PARQUET

Désignation de certains sous-officiers en qualité d'O.P.J.

Par ordonnance n° 560/39 du 17 février 1981 du Ministre de la Justice, ont été nommés en qualité d'O.P.J. à compétence générale, les personnes dont les noms suivent :

— MURENGERANTWARI Sylvestre	00407
— NDUWAYO Alexis	00528
— NZEYIMANA Gérard	00805
— NIJIMBERE Hilaire	00807
— BAKUNDUKOMEYE Cassien	00808
— MACUMI Longin	00824
— HAZIGAMIMANA Tharcisse	00952
— HABONIMANA Jean	00955
— NGENDAKURIYO Nestor	00957
— MBONEKO Augustin	00961
— SINDAYIGANZA Jean-Bosco	00969
— BARAMBONYE siméon	00971
— SINDAYE Augustin	00980
— KASANI Joseph	00982
— GASOBERWA Cyprien	00996
— GAHUNGU Evariste	C 1008
— NJEGETERE Serge	C 1014
— KAGISYE Antonin	C 1070
— BAYUBAHE Léopold	C 1005

COTEBU

Nomination d'un directeur commercial.

Par décret n° 100/29 du 17 février 1981, a été nommé directeur commercial du complexe textile de Bujumbura Monsieur BARAMPANZE Louis.

EPIMABU

Nomination d'un directeur-adjoint

Par décret n° 100/26 du 16 février 1981, a été nommé directeur-adjoint de l'Etablissement public d'importation de matériel de Bureau Monsieur RUFYIKI Benoît.

COOPERATIVE

Agréation

Par ordonnance n° 560/34 du 7 février 1981, du Ministre de la Justice la Coopérative de consommation des salariés de Gitega « Coopérative ISANGE » a été agréée comme coopérative régie par le décret-loi n° 1/3 du 4 février 1981 et le décret n° 100/20 du 4 février 1981.

A. S. B. L.

« Centre pour Handicapés de Kiganda » Personnalité civile.

Par ordonnance n° 560/27 du 3 février 1981 du Ministre de la Justice, la personnalité civile a été accordée à l'association sans but lucratif dénommée « Centre pour handicapés de Kiganda » A.S.B.L.

Représentation légale et représentation légale suppléante

Par décision n° 563/1/20 du 3 février 1981 du Directeur du Département des Affaires Juridiques et du Contentieux, ont été agréés en qualité de représentant légal et représentant légal suppléant de l'association sans but lucratif dénommée « Centre pour handicapés de Kiganda » A.S.B.L.

VERKEST José et NTUKAMAZINA Venant.

« Chambre de commerce BELGO-AFRICAINE section du Burundi » — Personnalité civile

Par ordonnance n° 560/18 du 27 janvier 1981 du Ministre de la Justice, la personnalité civile a été accordée à la chambre de commerce BELGO-AFRICAINE Section du Burundi dont le siège est à Bujumbura.

S.A.R.L.

« Société générale des travaux du Burundi »
« SOGETRABU » — Agréation

Par ordonnance n° 560/36 du 12 février 1981 du Ministre de la Justice, a été agréée en qualité de société par action à responsabilité limitée, la société dénommée « SOCIETE GENERALE DES TRAVAUX DU BURUNDI » en abrégé « SOGETRABU » S.A.R.L. »

S.P.R.L.

« Benalco — Département technique — Agréation

Par ordonnance n° 560/19 du 27 janvier 1981 du Ministre de la Justice, a été agréée en qualité de Société des personnes à responsabilité limitée, les société dénommée « Benalco — Département technique. »

Mini-Zoo — Agréation

Par ordonnance n° 560/25 du 27 janvier du Ministre de la Justice, a été agréée en qualité de société de personnes à responsabilité limitée « Mini-Zoo »

« SOGIEX » — Agréation

Par ordonnance n° 560/168 du 28 juin 1979 du Ministre de la Justice, a été agréée en qualité de société de personnes à responsabilité limitée « la société dénommée « SOGIEX ».

[Faint, mirrored text from the reverse side of the page, including names like 'SOCIETE GENERALE DES TRAVAUX DU BURUNDI' and 'SOGETRABU']

[Faint, mirrored text from the reverse side of the page, including names like 'MURHIGERANTWARI Swaziland' and 'NDUWAYO Alets']

C. — ACTES DE PROCEDURE.

Extrait de signification de jugement R. C. 5052.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-un, le 28^e jour du mois de septembre ;

A la requête de NTIBARUTAYE Pierre, agissant par son conseil Maître Saméon RWAGASORE, Avocat près la Cour d'Appel du Burundi à Bujumbura ;

Je soussigné, RWALINDA Alphonse, Huitier assermenté près le Tribunal de Grande Instance de Bujumbura et y résidant ;

Ai signifié à Dame Dietvorst et Agence Charles Poli représentée par leur conseil Maître NDIKUMANA Richard, Avocat près la Cour d'Appel du Burundi à Bujumbura, l'expédition en forme exécutoire, du jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de Grande Instance de Bujumbura, siégeant en matière civile et commerciale en cause Agence Poli contre NTIBARUTAYE Pierre et dont le dispositif est conçu comme suit :

PAR CES MOTIFS.

Le Tribunal,

VU l'acte de proclamation de la deuxième République du Burundi en date du 1 novembre 1976 ;

VU le Décret-Loi n° 1/186 du 26 novembre 1976 portant Organisation des pouvoirs législatif et réglementaire, tel que modifié par le décret-loi n° 1/32 du 16 octobre 1978 ;

VU la loi du 29 juin 1962 portant maintien en vigueur des actes législatif et réglementaire édictés par l'autorité tutélaire avant l'Indépendance Nationale ;

VU le décret-loi n° 1/24 du 28 août 1979 portant Code de l'Organisation et de la Compétence Judiciaires ;

VU le Code Civil et le Code de Procédure Civile ;

Vu les conclusions respectives des parties ;

Statuant contradictoirement, après avoir délibéré conformément à la loi ;

- Reçoit l'action principale la déclare non fondée en déboute la demanderesse ;
- Reçoit l'action reconventionnelle intentée et la déclare partiellement fondée ;
- Condamne en conséquence dame Dietvorst à payer à NTIBARUTAYE Pierre et ce en exécution

du jugement en la cause RC. 5038 confirmé par l'arrêt RCA. 913 de la Cour d'Appel, la somme de 40.319.942 Frs ;

- Condamne dame Dietvorst et l'Agence Poli au frais et dépens de l'instance à concurrence de la moitié chacune ;
- Ainsi jugé et prononcé à Bujumbura en audience publique du 8 septembre 1981 où siégeaient Messieurs : Pierre KANANI Président : Ignace NIZIGAMA et Bernard KAYIBIGI, Juges : Nestor MWEMERABUGABO Officier du Ministère Public et Normand MURANGAMIZWA Greffier.

Leur déclarant que cette signification est faite, pour leur information, direction et à telles fins, que de droit ;

Et pour que les signifiés n'en ignorent, je leur ai, étant à Bujumbura et y parlant au Bulletin Officiel (B.O.B.) laissé copie de l'expédition du jugement et du présent exploit sous pli fermé, mais à découvert recommandé à la poste avec avis de réception.

Dont Acte,

L'huissier.

Extrait de signification de l'Arrêt R.C.A. 913.

L'an mil neuf cent quatre-vingt et un, le 25^e jour du mois d'août ;

A la requête de Monsieur NTIBARUTAYE Pierre, résidant à Bujumbura ;

Je soussigné, Augustin NGERUZA, Greffier à la Cour d'Appel du Burundi à Bujumbura ;

Ai signifié à Dame DIETVORTS, représentée par son conseil, Maître NDIKUMANA Richard, Avocat près la Cour d'Appel du Burundi à Bujumbura, l'arrêt rendu contradictoirement par la Cour de céans le 6 juillet 1979 et dont le dispositif est libellé en ces termes :

La Cour,

Vu la loi du 29 juin 1962 sur le maintien en vigueur des actes législatifs et réglementaires édictés par l'autorité tutélaire ;

Vu la loi n° 1/185 du 1^{er} octobre 1976 portant Code de l'Organisation et de la Compétence Judiciaires au Burundi telle que mise en vigueur par l'Ordonnance Ministérielle n° 560/40 du 21 février 1977 ;

Vu le Code Civil ;

Vu le Code de Procédure Civile ;
Statuant contradictoirement et après avoir délibéré conformément à la loi ;

Reçoit l'appel tel qu'introduit dans les délais prescrits par la loi ;

Le dit néanmoins non fondé ;

Conforme en conséquence le jugement entrepris dans toutes ses dispositions ;

Délaisse les frais des deux instances à charge de l'appelante ;

Ainsi rendu et arrêté à Bujumbura en audience publique du 6 juillet 1979, où siégeaient Messieurs : NTIRUSHWA Fidèle, Président ; Soter BARAHIRAJE et GAHUNGU Pierre, Conseillers ; BUHIRI Cyprien, Officier du Ministère Public ; NGERUZA Augustin, Greffier ;

Et pour que la signifiée n'en ignore, je lui ai envoyé copie de mon présent exploit sous pli fermé, mais à découvert recommandé à la poste avec avis de réception.

Dont acte.

[Faint, mirrored text from the reverse side of the page, including names like NIXIGAMA and NGERUZA.]

[Faint, mirrored text from the reverse side of the page, including names like NGERUZA and NIXIGAMA.]

C. — SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET ASSOCIATIONS

MOBIL OIL RWANDA — BURUNDI

A C T I F	Bilan au 30 novembre 1979 — Burundi (Francs Burundi)		P A S S I F
Valeurs Immobilisées			Capital 25.000.000
Immobilisations	21.422.986		Dividendes restant à distribuer 2.523.010
Amortissements	8.830.703	12.592.193	
Autres Valeurs immobilisées			Exigible
Dépôts et cautionnements		1.256.243	Fournisseurs 11.985.211
			Intercompagnie Mobil Oil 111.288.649
Valeurs réalisables			Créditeurs Divers 231.016
Stocks matériels	2.995.963		Salaires à payer 75.163
Stocks marchandises	12.671.927	15.667.890	Impôt sur les bénéfices 1.619.814
			Impôt sur salaires Ex-
			patriés + 5% (6.879.139) 118.320.714
Tiers			
Clients et débiteurs divers	92.553.315		
Réserve pour créances douteuses	200.000		
	92.353.315		
Prêt au Personnel	1.064.831	93.418.146	
Disponible			Résultats
Banques		15.687.126	Bénéfices exercices
			antérieur 10.603.718
			Bénéfice de l'exercice 2.974.230 13.577.948
Compte de régularisation			
Charges payés d'avance		800.073	
		139.421.672	139.421.672

Certifié sincère et véritable.

MOBIL OIL RWANDA — BURUNDI

Immobilisations et Amortissements fin Novembre 1979 (Francs Burundi)

	Valeurs au 30/11/78	Acquisitions 1979	Dispositions	Valeurs au 30/11/79
Terrains	423.485	—	—	423.485
Dépôts	69.243	—	—	69.243
Stations service	9.329.111	6.433.687	—	15.762.798
Equipements prêtés à la clientèle	2.033.160	367.028	—	2.400.188

Véhicules	14.918	2.283.000	—	2.297.918
Mobiliers et Matériels Bureaux	156.817	—	—	156.817
Mobiliers et Matériels de Maisons	312.447	—	—	312.447
	<u>12.339.181</u>	<u>9.083.715</u>		<u>21.422.896</u>

	Amortissements au 30/11/78	Amortissements 1979	Disposition 1979	Amortissements 30/11/79
Dépôts	45.565	2.376	—	47.941
Stations Service	5.991.677	905.338	—	6.897.015
Equipements prêtés à la clientèle	1.135.033	171.621	—	1.306.654
Véhicules	14.918	114.150	—	129.068
Mobiliers et Matériels Bureaux	158.631	—	—	158.631
Mobiliers et Matériels de Maisons	275.866	15.528	—	291.394
	<u>7.612.690</u>	<u>1.209.013</u>		<u>8.830.703</u>

Certifié sincère et véritable.

Compte de Pertes Profits au 30 Novembre 1979 - Burundi

DOIT

Salaires bruts	4.597.140
Charges sociales et allocations familiales	463.164
Frais médicaux et pharmaceutiques	5.226
Frais de voyage — affaires	2.025.432
Frais de voyage — congés	73.019
Bien entre du Personnel	17.500
Fourniture de bureau	110.455
Eau — Electricité	45.799
P.T.T.	162.637
Abonnements	63.100
Frais d'installation et Matériels d'ex- ploitation	616.058
Loyers payés	564.825
Entretiens et réparations (tiers)	2.023.125
Honoraires Avocats	27.500
Honoraires Médicaux	52.056
Taxes diverses (Véhicules, bâtiments 5 % sur rémunérations, etc...)	392.768
Frais bancaires	1.227.932

Frais divers	89.957
Amortissements	1.209.013
Assurances	304.886
Différence de change	122.778
Impôt sur revenus locatifs	3.900
Impôt sur véhicules	235.488
Impôt foncier	78.706
Impôt sur les bénéfices	2.430.000
Bénéfices	2.974.230
	<u>19.986.694</u>

A V O I R

Résultats d'exploitation	19.395.094
Revenus locatifs	591.600
	<u>19.985.694</u>

Certifié sincère et véritable.

Compte d'exploitation Burundi au 30 Novembre 1979

A V O I R

Stocks produits au 30 novembre 1978	47.152.642
Achats	159.507.964
Douane	19.348.278
Transport et Manutention vers clientèle	7.792.317
Coulages — Evaporation	5.473.716
Frais passag. SEP.	1.671.243
Résultats d'exploitation	19.395.094
	<u>260.341.434</u>

Stocks produits au 30 novembre 1979	12.671.927
Ventes produits — NETTES	247.669.507
	<u>260.341.434</u>

Certifié sincère et véritable.

A.S. n° 4.890 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 16 juillet 1980 et inscrit au registre ad hoc sous le numéro qua-

tre mille huit cent quatre-vingt dix.

Le préposé au registre de Commerce : (sé) BAZINGA Evariste

Perçu : droit de dépôt : 2000F ; 8 copies ; 640F

suivant quittance n° 45/5548/c du 23-7-1980. Pour copié certifiée conforme. A Bujumbura, le 23-7-1980.

Le préposé au registre de commerce : (sé) BAZINGA Evariste.

MOBIL OIL RWANDA - BURUNDI

ACTIF	Montant brut	Amortissement et prov. pour dépréc.	Montant net	Totaux partiels
IMMOBILISATION CORPORELLES				
Terrains	423.485		423.485	
Autres immobilisations corporelles	11.915.696	7.621.690	4.294.006	
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES				
Prêts et autres créances à long terme et moyen terme	1.242.000		1.242.000	5.959.491
VALEURS D'EXPLOITATION				
Marchandises	47.152.642		47.152.642	
Matières et fournitures	2.995.963		2.995.963	50.148.605
VALEURS REALISABLES A COURT TERME ET EN DISPONIBLE				
Clients	7.533.630	200.000	7.533.630	
Autres débiteurs	412.868		412.868	
Comptes de régularisation (actif)	654.974		654.974	
Banques	16.829.272		16.829.272	
				25.430.744
TOTAL ACTIF				81.338.840

PASSIF	Montants nets	Totaux partiels
<i>Capital Propre</i>		
Capital social	5.000.000	
<i>Réserves</i>		
Réserves réglementaires	500.000	
<i>Report à Nouveau</i>		
TOTAL Situation Nette (avant résultat de la période)		12.970.942
<i>Pertes à Court Terme</i>		
Fournisseurs	1.903.602	
Associés	63.861.011	
Sociétés apparentées	2.603.285	
TOTAL		68.367.898
TOTAL PASSIF		81.338.840

MOBIL OIL RWANDA - BURUNDI — Soldes caractéristiques de gestion 1978

	Exploitation	Hors exploit	Total
80 Détermination de la marge brute			
Stocks vendus	80.906.797		
Soldes marge brute	37.105.138		37.105.138
Total (ventes)	118.011.935		
81 Détermination de la valeur ajoutée			
Matières et fournitures consommées	217.926		
Transports consommés	213.225		
Autres services consommés	464.729		
Total	895.880		895.880
82 Détermination des résultats d'expl.			
Charges et pertes diverses	4.194.887		
Frais de personnel	5.359.042		
Impôts et taxes	17.306.261		
Intérêts	867.449		
Dotations aux amortis. et provisions	725.461		
Total	28.453.100		28.453.100
Solde créditeur résultat d'exploitation			7.756.158
84 Détermination des résultats sur cession d'éléments d'actif			néant
85 Détermination de l'impôt sur le résultat			3.878.079
87 Détermination du résultat net de la période à affecter			3.878.079

Immobilisations et Amortissements Burundi — Fin novembre 1978.

	Valeurs au 30/11/77	Acquisitions 1978	Retraits 1978	Valeurs au 30/11/78
Terrains	423.485			423.45
Dépôts	69.243			69.243
Stations-Service	8.636.795	692.316		9.329.111
Equip. prêtés à client	1.140.394	892.766		2.033.160
Véhicules	14.918			14.918
Mob. et Mat. Bureaux	156.817			156.817
Mob. et Mat. Maisons	312.447			312.447
	10.754.099	1.585.082		12.339.181

MOBIL OIL RWANDA - BURUNDI

	Amortissements au 30/11/77	Amortissements 1978	Amortissements S/retr. 78	Amortissements au 30/11/78
Dépôts	42.895	2.670		45.565
Stations-Service	5.380.854	668.801		6.049.655
Equip. prêtés client	1.052.153	24.902		1.077.055
Véhicules	14.918	—		14.918
Mob. et Mat. Bureaux	145.071	13.560		158.631
Mob. et Mat. Maisons	260.338	15.528		275.866
	<u>6.896.229</u>	<u>725.461</u>		<u>7.621.690</u>

Certifié Sincère et Véritable.

A.S. n° 4.891 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 16 juillet 1980 et inscrit au registre ad hoc sous le numéro quatre mille huit cent quatre vingt-onze.

Le préposé au registre de commerce : (sé) BAZINGA Evariste.

Perçu : droit de dépôt : 2.000 F ; 5 copies : 400 F : suivant quittance n° 45/5550/c du 23 juillet 1980.

Pour copie certifiée conforme. A Bujumbura, le 23 juillet 1980. Le préposé au registre de commerce

(sé) BAZINGA Evariste.

Bilan au 30 Novembre 1977 — Burundi (Francs Burundi)

A C T I F

Valeurs Immobilisées

Immobilisations	10.754.099
Amortissements	(6.896.229)
	<u>3.857.870</u>

Autres Valeurs Immobilisées

Dépôts et Cautionnements 1.242.000

5.099.870

Valeurs Réalisables

Stocks matériels 4.380.595

Tiers

Clients et débiteurs divers 6.649.682

Réserve pour créances douteuses (200.000)

6.449.682

Prêts au Personnel 1.058.074

7.507.756

Disponible

Caisse 41.989

Banques 26.383.655

26.425.644

Compte de régularisation

Loyers payés d'avance 67.250

67.250

43.481.115

P A S S I F

Capital 5.000.000

Reserves

Dividendes restant a distri. 2.523.010

Exigible

Fournisseurs 2.840.599

Intercompagnie Mobil Oil 28.130.997

Impôts s. revenus locatifs 417.420

Impôts sur le revenu 211.807

Pensions à payer 232.316

31.833.139

Fonds en transit 32.103

Résultats

Bénéfices exercices antérieur 6.577.574

Pertes de l'exercice (2.484.711)

4.092.863

43.481.115

Certifié sincère et véritable

MOBILOIL RWANDA BURUNDI

Compte de Pertes et Profits au 30 novembre 1877
— Burundi —

DEBIT

Salaires bruts	5.194.697
Charges sociales et allocations familiales	1.172.700
Frais médicaux et pharmaceutiques	175.241
Frais de voyage — affaires	1.233.749
Frais de voyage — congés	494.293
Fournitures de bureau	94.110
Eau — Electricité	60.248
P.T.T.	325.635
Frais d'installation et Mat. exploit	332.284
Loyers payés	1.462.350
Entretiens et réparations (tiers)	236.235
Frais de service (tiers)	261.428
Publicité — cotisations — dons	78.264
Honoraires Avocat	45.000
Taxes divers (véhicules — bâtiments 5 % sur rémunération, etc...)	274.569
Frais bancaires	301.395
Frais divers	7.400
Amortissements	531.432
Carburant Utilisés	4.032
Assurances	67.458
Indemn. fin de carrière	5.719.569
Dotations impôts revenus locatifs	293.220
Impôts sur les bénéfices	1.980.041
	<u>20.345.350</u>

CREDIT

Résultats d'exploitation	17.096.939
Revenus locatifs	250.460
Revenus de sous-location	513.240
Pertes nettes	2.484.711
	<u>20.345.350</u>

Certifié sincère et véritable.

SOCIETE D'IMPORTATION DE MATERIEL
TECHNIQUE « SOMATEC »

Société de personnes à responsabilité limitée

CONSTITUTION ET STATUTS

Entre les soussignés :

- MARCON Raynero, résidant à Bujumbura
- NEUCKENS Jean, résidant à Kigali

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE

Compte d'exploitation Burundi au 30 novembre
1977

DEBIT

Stocks produits au 30 novembre 1976	9.348.596
Achats	64.192.952
Douane	17.870.866
Transport et Manutention vers Clientèle	88.324
Coulages — Evaporation	340.015
Frais passage SEP	2.197.286
Résultat d'exploitation	17.096.939
	<u>111.134.978</u>

CREDIT

Stocks produits au 30 novembre 1977	Néant
Ventes produits — NETTES	111.134.978
	<u>111.134.978</u>

Certifié sincère véritable.

A.S. n° 4.892 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 16 juillet 1980 et inscrit au registre ad hoc sous le numéro quatre mille huit cent quatre vingt douze.

Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

Perçu : droit de dépôt : 2.000 F ; 4 copies : 320 F suivant quittance n° 45/5553/c du 23 juillet 1980

Pour copie certifiée conforme. A Bujumbura, le 23 juillet 1980. Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

Art. 1.

Il est constitué entre les personnes prénommées sous le régime de la législation en vigueur en République du Burundi et des présents statuts, une société de personnes à responsabilité limitée sous la raison sociale « SOCIETE D'IMPORTATION DE MATERIEL TECHNIQUE », en abrégé « SOMATEC SPRL ».

Art. 2.

Le siège social est établi à Bujumbura.

Art. 3.

La société a pour objet :

- exploitation d'ateliers de fabrication, de montage, d'entretien, de réparation.
- commerce comportant l'importation, l'exportation, la vente ou la mise en œuvre de matériel produits, équipements et leurs accessoires utilisés dans les ateliers — garages — entreprises de travaux ; pièces détachées, pneumatiques et composants divers de véhicules, machines et engins ; moteurs et pompes ; matériaux de construction ; articles sanitaires.
- électriques — de plomberie — de quincaillerie et tous autres articles utilisés dans la construction.
- faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou pouvant en faciliter la réalisation.

Art. 4.

La société est constituée pour une durée de 30 ans.

CAPITAL

Art. 5.

Le capital social est fixé à DEUX MILLIONS de Francs Burundais (2.000.000 FBU). Il est représenté par 2.000 parts sociales sans désignation de valeur, représentant chacune un deux millième de l'avoir social.

Les parts sont nominatives et soucrites comme suit :

— MARCON Raynero	1.000 parts
— NEUCKENS Jean	1.000 parts

Le capital est entièrement libéré.

Art. 6.

Chaque associé n'est responsable des engagements de la société que jusqu'à concurrence du montant de sa participation.

Art. 7.

Les parts sont incessibles. Toutefois les cessions de parts sont autorisées à tout moment entre associés.

Art. 8.

Le capital pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés, statuant à l'unanimité.

Art. 9.

Chaque part sociale confère un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation.

Art. 10.

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou l'incapacité d'un des associés.

ADMINISTRATION

Art. 11.

La société est gérée par un ou deux gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale.

Art. 12.

Les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la société et accomplir les actes d'administration nécessaires à la réalisation de l'objet social.

La gérance, moyennant accord préalable des associés, peut déléguer à une personne associée ou non tout ou partie de ses pouvoirs nécessaires à la gestion journalière.

Art. 13.

Le ou les gérants, dans l'exercice de leur mandat n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle.

Art. 14.

La gérance aura droit, indépendamment des frais de représentation et de mission, à un traitement fixé par l'assemblée générale.

Art. 15.

La surveillance de la société est exercée par chacun des associés.

ASSEMBLEE GENERALE

Art. 16.

L'assemblée générale des associés possède l'universalité des pouvoirs sociaux.

Art. 17.

Il sera tenu une assemblée générale au siège social ou à tout autre endroit à déterminer par la gérance dans la convocation, chaque année le premier mercredi de mars ou, si ce jour est férié, le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18.

La convocation pour toute assemblée générale fait mention de l'ordre du jour.

Art. 19.

Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des trois quarts des voix, chaque part donnant droit à une voix.

INVENTAIRE — BILAN — REPARTITION
DES BENEFICES

Art. 20.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 21.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, la gérance clôture les écritures comptables et dresse l'inventaire des valeurs mobilières et immobilières.

Art. 22.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'assemblée générale pour approbation.

Art. 23.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux, provisions et amortissements constitue le bénéfice net de la société, sous réserve de l'application des dispositions fiscales. Après constitution des réserves jugées nécessaires et apurement de toute perte éventuelle d'exercice antérieur, le solde bénéficiaire sera réparti entre les associés en proportion des parts qu'ils possèdent.

DISSOLUTION — LIQUIDATION

Art. 24.

La dissolution de la société peut être demandée en tout temps par chaque associé. En cas de perte des trois quarts du capital social, la gérance doit convoquer l'assemblée générale et lui soumettre la question de la dissolution de la société.

Art. 25.

En cas de dissolution de la société, la liquidation sera poursuivie dans le délai et suivant les modalités déterminées par l'assemblée générale.

Art. 26.

Le solde favorable de la liquidation sera partagé

entre les associés suivant le nombre de leurs parts respectives.

Art. 27.

Les pouvoirs de l'assemblée générale continueront pendant toute la durée de la liquidation.

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 28.

Tout associé domicilié ou résidant en dehors de la République du Burundi sera censé élire domicile au siège de la société.

Art. 29.

Les contestations relatives à l'interprétation, à l'exécution ou à l'inexécution des présents statuts seront soumises à la juridiction des tribunaux dans le ressort desquels se trouve le siège social.

Art. 30.

Pour ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les associés entendent se conformer à la législation en vigueur au Burundi.

Ainsi fait à Bujumbura le 14 mai 1980.

NEUCKENS JEAN MARCON RAYNERO

A.S. n° 4.893 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 21 juillet 1980 et inscrit au registre ad hoc sous le numéro quatre mille huit cent quatre vingt treize.

Le préposé au registre de commerce : (sé)

BAZINGA Evariste.

Perçu : droit de dépôt : 10.000 F ; 6 copies : 480 F ; suivant quittance n° 45/5373/c du 30 juillet 1980.

Pour copie certifiée conforme. A Bujumbura, le 30 juillet 1980. Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

Extrait du procès-verbal relatif à la réunion de l'assemblée générale extraordinaire de la SOMIBUROM tenue le 25 janvier, le 20 février et le 27 février 1980.

1. Après lecture de l'ancien alinéas de l'article 13.2 du contrat de constitution et celui proposé par la partie Roumaine qui prévoit aussi la livraison des

outillages d'origine étrangère, l'Assemblée Générale Extraordinaire adopte le texte suivant :

« Livrer, sur base de contrats, des outillages, des équipements des installations, des moyens de transports, des pièces détachées, des pièces de rechange d'origine roumaine ou éventuellement d'origine étrangère, ces matériels, équipements et pièces de rechange doivent répondre aux normes technologiques voulues et présenter des garanties de durée raisonnable ».

2. Après avoir analysé l'ancien texte de l'article 6.5 des Statuts dont l'interprétation a créé des difficultés de part et d'autre quant à son exécution, l'Assemblée Générale Extraordinaire a adopté le texte suivant en remplacement de l'ancien texte :

« La valeur des apports en nature sera attestée par des factures présentées par GEOMIN et doit être conforme aux prix consignés dans l'annexe du contrat relatif aux apports en nature. Toutefois l'expertise technique et l'évaluation comptable de ces apports sont du ressort du comité créé à cet effet par l'assemblée générale. »

Le rôle du comité d'expertise sera notamment de :

- Constater que les outillages correspondent aux buts pour lesquels ils sont destinés
- vérifier la conformité des prix.

Pour la conformité

La Direction de la SOMIBUROM

T. NITescu R. KATABAZI

A.S. n° 4.896 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 12 août 1980 et inscrit au registre ad hoc sous le numéro quatre mille huit cent quatre vingt-seize.

Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

Perçu : droit de dépôt : 2.000 F ; 3 copies : 240 F ; suivant quittance n° 45/5684/c du 14 août 1980. Pour copie certifiée conforme. A Bujumbura, le 14 août 1980. Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

Extrait du procès-verbal relatif à la réunion de la l'assemblée générale extraordinaire tenue le 27 mai 1980.

Deuxième Résolution :

Tenant compte de la décision du Conseil des Ministres l'Assemblée Générale a adopté pour l'article 15.8 des Statuts le texte suivant :

« Les Administrateurs perçoivent des jetons de présence dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale. Les frais engagés par le Conseil d'Administration sont à charge de SOMIBUROM ».

A.S. n° 4.897 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 12 août 1980 et inscrit au registre ad hoc sous le numéro quatre mille huit cent quatre vingt-dix sept. Le préposé au registre de commerce : (sé) BAZINGA Evariste.

Perçu : droit de dépôt : 2.000 F ; 3 copies : 240 F ; suivant quittance n° 45/5686/c du 14 août 1980.

Pour copie certifiée conforme. A Bujumbura, le 14 août 1980. Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

SOPRELI — BURUNDI S.P.R.L.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenues ce 16 mai 1980

L'Assemblée Générale extraordinaire est réunie. à la demande de Monsieur Praet y sont présents :

Monsieur PRAET Jean-Paul,
Monsieur NDIKUMASABO Herménégilde
Monsieur NTIYANKUNDIYE Etienne
Monsieur Jean-Paul PRAET représente statutairement Monsieur Albert PRAET.

L'Assemblée Générale est ouverte à 11 heures. Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité :

1° De mande de ligne de crédit adresse à la B.R.B.

— À la demande de la commission du crédit de la B.R.B., les actionnaires décident de compenser le compte « Maquart » par le compte « Apport » de la Société-Mère » normalement rétrotransférable.

— Au cas où la demande serait faite, l'achat du terrain, Avenue de la J.R.R. serait financé pour par une augmentation de capital à laquelle chaque actionnaire procédera proportionnellement à l'investissement initial, pour un total de 1,5 million F. BU. entièrement libérés.

2° Construction sur le terrain acquis avenue de la J.R.R.

- La construction sera faite par les soins de la Société-mère, qui se chargera de l'entreprise.
- Monsieur Laval sera le maître d'œuvre.
- La main d'œuvre sera récritée par MM NDIKUMASABO, Laval et Evrard.
- La comptabilité de l'entreprise sera confiée à Mme Evrard.

3° Nomination du Commissaire aux comptes.

Les actionnaires enregistrents avec satisfaction

l'acceptation de Mr FAMENNE, qui supervisera, donc la comptabilité de la Société.

4° Rapports avec la Pharmacie du Lac.

Les administrateurs sont heureux des bons rapports qui ont été noués avec la Pharmacie du Lac. Sopreli procédera à toutes les importations demandées par la Pharmacie du Lac. En compensation, la Pharmacie du Lac essaiera de réduire, autant que possible ses délais de paiement en-dessous des 60 jours traditionnels.

5° Les Révendications de Monsieur Basabose:

— Montant de l'indemnité de logement sera réévalué dans trois mois mais demeure provisoirement inchangé.

— Monsieur BASABOSE recevra une indemnité de 15.000 F. BU / mois pour l'utilisation, pour les services de la société, de sa voiture. Cette indemnité comprend l'amortissement du véhicule ainsi que le carburant utilisé pour les besoins du service.

J.P. PRAET. M.NDIKUMASABO.E. NTIYANKUNDIYE.

A.S. n° 4.899 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 14 août 1980 et inscrit au registre ad hoc sous le numéro quatre mille huit cent nonante neuf. Le préposé au registre de commerce : (sé) BAZINGA Evariste.

Perçu droit dépôt : 2.000 F ; 2 copies : 160 F, suivant quittance n° 45/5757/c du 27 août 1980. Pour copie certifiée conforme. A Bujumbura, le 27 août 1980. Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

SOPRELI - BURUNDI

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 27 octobre 1979.

Sont présents :

Mr Jean-Paul PRAET
Mr Etienne NTIYANKUNDIYE
Mr Herménégilde NDIKUMASABO

Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des voix :

1° Le capital social de la société est porté de 2 millions de F. BU à 7 millions de F. BU. Cette augmentation de capital sera effectuée avant le 31 décembre 1979, par versements au compte de la société à la B.B.A.B.

2° Les administrateurs décident d'engager Mr. EVRARD en tant que Directeur Général, Monsieur EVRARD prendra ses fonctions, après accord du service de la Main-d'oeuvre, en janvier 1980.

3° Dès janvier 1980, un commissaire aux comptes surveillera la comptabilité de société.

Des démarches seront effectuées afin de trouver une personne compétente à même d'occuper cette fonction.

J.P. PRAET. E. NTIYANKUNDIYE.H. NDIKUMASABO

A.S. n° 4.900 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 14 août 1980. et inscrit au registre ad hoc sous le numéro quatre mille neuf cent. Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

Perçu : droit de dépôt : 2.000 F ; 2 copies : 160 F ; suivant quittance n° 45/5758/c du 27 août 1980.

Pour copie certifiée conforme. A Bujumbura, le 27 août 1980. Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

Société d'importation et d'exportation (SIMEX)

S. P. R. L.

S T A T U T S

Chapitre I.

Dénomination — Siège — Objet — Durée
Nous nous sommes convenus ce qui suit :

Art. 1.

Il est constitué entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées une société de personnes à responsabilité limitée dénommée « Société d'importation et d'exportation » en abrégé « SIMEX », ci-après désignée par les termes « la société ».

Art. 2.

Le siège social de la société est fixé à Bujumbura. Il peut être transféré en tout autre endroit par décision des deux associés.

Des succursales, agences ou bureaux peuvent être fixés en tout endroit par décision des associés.

Art. 3.

La société a pour objet de faire toutes les opérations

d'importation et d'exportation de divers produits et notamment :

— Sel ;	— viande ;
— farine ;	— poisson ;
— sucre ;	— bananes ;
— ciment ;	— sorgho ;
— savon ;	— Houes ;
— papier ;	— casse-ols.

Art. 4.

La société est créée pour une durée de 10 ans prenant cours le jour de la signature des présents statuts.

Elle peut être dissoute anticipativement ou pro-
gée successivement sur décision des associés.

Chapitre II.

Capital social — Parts sociales — Versement.

Art. 5.

Le capital social, fixé à 4,5 millions francs, est représenté par 450 parts sociales, représentant chacune un dix millième de l'avoir social.

Art. 6.

Les 450 parts sociales représentant le capital social sont souscrites contre espèces au prix de 10.000 francs l'une, par :

1. BIGERE Herménégilde (B.P. 1884 Bujumbura) :
300 parts sociales
2. MAUSSEN Saad (B.P. 1896 Bujumbura) :
150 parts sociales

450 parts sociales

Les soussignés déclarent que chacune de ces 450 parts sociales a été libérée entièrement et que le total des versements s'élevant à 4,5 millions de francs est dès à présent à la disposition de la société.

Art. 7.

Les parts sociales ne sont cessibles au conjoint aux ascendants et descendants d'un associé que sur accord de l'autre associé.

L'un des associés ne peut céder ses parts sociales à un autre tiers étranger à la société que sur accord de l'autres.

Les parts sociales de l'un des associés sont librement transmissibles aux héritiers.

Art. 8.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision des associés.

Art. 9.

L'actif social et les bénéfices sont partagés également entre les parts sociales.

Art. 10.

Les associés ne sont engagés qu'à concurrence de leurs souscriptions.

Chapitre III. Gestion — Comptes

Art. 11.

Tous les deux associés sont gérants de la société.

Art. 12.

Chaque trimestre, les associés se réunissent pour discuter de toutes questions intéressant la bonne marche de la société.

Art. 13.

Au début du mois de février, les associés se réunissent pour vérifier les comptes de la société

Art. 14.

Toute décision est prise de commun accord entre les associés.

Art. 15.

L'incapacité physique d'un des gérants met fin à ses fonctions de gérant.

Chapitre IV.

Dissolution et transformation de la société.

Art. 16.

La société n'est pas dissoute par la faillite, la déconfiture, la déchéance ou l'incapacité d'un associé.

La société n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé.

Art. 17.

En cas de perte des trois quarts du capital social, les associés décident, dans les trois mois qui suivent l'établissement des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissoudre la société anticipativement.

La dissolution doit être décidée sur accord unanime des associés. Si la dissolution n'est pas déci-

dée, le capital social est déposée au greffe du tribunal de grande instance et publiée au Bulletin Officiel du Burundi.

Art. 18.

La transformation de la société en une société en non collectif, en une société en commandite simple ou en une société anonyme est décidée sur accord des associés.

Chapitre V. Contestations.

Art. 19.

Toutes contestations entre les associés ou entre l'un des associés et la société sont de la compétence des juridictions dans le ressort desquelles est établi le siège social.

Fait à Bujumbura, le 28 mars 1980.

BIGERE Herménégilde. MAUSSEN Saad.

A.S. n° 4.901 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 25 août 1980 et inscrit au registre ad hoc sous le numéro quatre mille neuf cent un. Le préposé au registre de commerce : (sé) BAZINGA Evariste.

Perçu : droit de dépôt : 10.000 F ; 5 copies : 400 F ; suivant quittance n° 45/5761/c du 28 août 1980.

Pour copie certifiée conforme. A Bujumbura, le 28 août 1980. Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.

NIEUWE AFRIKAANSCH E HANDELS — VENNOOTSCHAP BURUNDAISE — S.A.R.L. — en abrégé « N.A.H.V. BURUNDI »

S T A T U T S

Entre les soussignés :

1. La société de droit néerlandais Oost Afrikaansche Companie B.V. dont le siège social est établi à Amsterdam (pays-Bas), Weerdestein 205, ayant présentement une direction générale à Bujumbura, avenue de l'Uprona, y immatriculée au registre de commerce sous le numéro 11859 ici représentée par M. H.J.M. FINKEN en vertu d'une procuration authentique passée le 8 janvier 1980 devant Maître Hendrik Jacobus Maas notaire à Amsterdam.

2. Monsieur Henry Julien Marie FINKEN, administrateur de société résidant à Bujumbura.
3. Monsieur Franciscus Hubertus HOLSGENS, résidant à Bujumbura.
4. Monsieur Pieter BOURGEOIS, résidant à Bujumbura.
5. Monsieur Carel Johan BROERE, administrateur de Société demeurant à Hilversum (Pays-Bas), Heyermanslaan 17.
6. Monsieur Maximilian Ferdinand Eugène Maria MUTSAERTS, administrateur de société demeurant à Noordwijkhout (Pays-Bas), 's — Gravendamseweg 18 c.
7. Monsieur Florentius Theodorus KREMER demeurant à Rijswijk (Pays-Bas), Bous de jongpark 75.

Il est constitué, sous réserve de l'autorisation par ordonnance ministérielle une société par actions à responsabilité limitée de droit burundais régie par la législation burundaise et par les présents statuts.

Chapitre I.

Dénomination, siège, objet, durée

Art. 1.

Dénomination

Il est constitué par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur au Burundi, une société par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « NIEUWE AFRIKAANSCH E HANDELS-VENNOOTSCHAP BURUNDAISE, en abrégé « N.A.H.V. BURUNDI ».

Art. 2.

Siège social

Le siège social est établi à Bujumbura, République du Burundi. Il peut être transféré dans toute autre localité au Burundi sur décision de l'Assemblée Générale des actionnaires.

De même, sur décision de l'assemblée générale, la société pourra établir des sièges administratifs, d'exploitation, des succursales, agences, comptoirs ou simples bureaux de vente au Burundi ou à l'étranger.

Art. 3.

Objet

La société a pour objet l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la commercialisation, la transformation de toutes marchandises outillages, produits agricoles ou manufacturés, machines et matériels

l'exploitation d'ateliers de réparations mécaniques, la représentation au Burundi de toutes firmes commerciales ou industrielles, toutes opérations de courtages, de commissions ou d'assurances.

Elle peut, dans les limites de son objet social, effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles et agricoles.

La société peut agir par elle-même ou pour compte, de tiers. Elle peut s'intéresser, par voie d'apports, de fusion de souscription, de participations, d'interventions financières, ou autrement dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe, ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut être étendu ou restreint, mais sans toutefois en altérer l'essence, par voie de modification aux statuts et sous réserve de l'autorisation prévue par la loi.

Art. 4.

Durée

La société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à la date de l'autorisation par ordonnance ministérielle. Elle peut être dissoute par anticipation sous d'autorisation par ordonnance ministérielle ou prorogée successivement, par décision de l'assemblée générale des actionnaires. La société peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

Chapitre II

Capital, actions, obligations

Art. 5.

Capital social

Le capital social est fixé à quarante cinq millions de francs burundi et divisé en quarante cinq mille actions d'une valeur nominale de mille francs burundi chacune.

Art. 6.

Apports.

La société anonyme néerlandaise « Oost Afrikaansche Companie B.V. » préqualifiée, déclare faire apport à la Société présentement constituée qui accepte, des biens et valeurs dont le bilan est annexé aux présents statuts.

Conditions d'apports

A dater de sa constitution et sous réserve de ce qui est dit à l'alinéa qui suit, la société présentement constituée se trouve substituée dans tous les droits

et obligations de la société apporteuse afférents aux biens apportés.

Elle aura la jouissance de tous les biens apportés à partir du premier janvier mil neuf cent quatre-vingts, à charge pour elle d'en payer et supporter toutes les charges y afférentes, telles que impôts, taxes, frais d'assurance, contributions de toute nature inhérents aux dits biens à compter de la même date.

Les résultats positifs et négatifs résultant de l'activité de la société intervenus après la date du bilan annexé sont censés avoir été obtenus par la nouvelle société.

Rémunération des apports

La valeur globale de cet apport, dont les comparants déclarent avoir une parfaite connaissance dispensent l'apporteur d'en donner une description plus complète, est estimée conventionnellement à la somme de quarante quatre millions neuf cent-cent-nonante-quatre mille francs burundi.

En rémunération de cet apport, il est attribué à la société apporteuse, qui accepte, quarante quatre mille neuf cent-nonante-quatre actions entièrement libérées.

Souscriptions

Les six actions restantes sont souscrites en espèces au prix de mille francs burundi chacune :

1° Monsieur Henry Julien Marie FINKEN	: 1 action
2° Monsieur Fransiscus Hubertus
HOLSGENS	: 1 action
3° Monsieur Pieter BOURGOIS	: 1 action
4° Monsieur Johan BROERE	: 1 action
5° Monsieur Maximilian Ferdinand E.M.
MUTSAE-RTS	: 1 action
6° Monsieur Florentius Theodorus
KREMER	: 1 action.

Les comparants déclarent et reconnaissent

— que chacune des actions souscrites en numéraire a été intégralement libérée par des versements s'élevant ensemble à six mille francs burundi, somme qui se trouve dès à présent à la libre et entière disposition de la société.

— que le capital est ainsi intégralement souscrit et que toutes les actions qui le représentent son entièrement libérées par versements en numéraire et apport en nature.

Art. 7.

Augmentation — Réduction du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit

par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve de l'autorisation prévue par la loi.

Sauf décision contraire de l'assemblée, les nouvelles actions qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des actions existantes proportionnellement au nombre de titres qui leur appartiennent.

Toutefois, l'assemblée générale des actionnaires aura toujours la faculté de passer aux clauses et conditions qu'elle avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Art. 8.

Actions

Les actions sont et resteront nominatives, il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance.

Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versements effectués et les transferts avec leur date. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ce registre dont des extraits certifiés conformes constatant cette inscription, pourront être, sur leur demande, délivrés aux actionnaires. La cession des actions nominatives s'opérera par une déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur le transport des créances.

Dans le cas qu'un des actionnaires voudra transférer ses actions ou une partie de ses actions, les autres actionnaires ont un droit de préférence pour acheter ces actions.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui sera constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de l'action. Le cédant sera considéré comme propriétaire des actions cédées jusqu'au moment où la cession aura été régulièrement transcrite au registre des actions nominatives. Cependant, toute cession d'actions est subordonnée à l'autorisation de l'assemblée générale des actionnaires qui n'aura pas à justifier de son refus éventuel.

Toutefois, toute cession d'actions ne sera valable qu'après entrée en vigueur de l'ordonnance ministérielle autorisant leur création tant pour les actions créées en vertu de la constitution de la société que pour celles créées par une augmentation de capital.

Les actions représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces actions, ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création. Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou écrit par sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces actions mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

Les titres prévus ci-dessus étant nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création, et des conditions prescrites pour leur cession, est faite sur le registre et sur les certificats d'inscription.

Art. 9.

La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits à exercer contre elle, ainsi que pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales et des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Art. 10.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'opposition des scellés sur les livres, biens, marchandises ou valeurs de la société, frapper ces derniers d'opposition, demander le partage ou la liquidation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 11.

La société peut émettre des obligations par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Le conseil d'administration pourra déterminer le type, le taux de l'intérêt, le mode et les époques de remboursements ainsi que toutes autres conditions de l'émission.

Art. 12.

Le responsabilité des associés n'est engagée qu'à concurrence du montant des actions qu'ils ont souscrites.

Chapitre III.

Administration, Direction, Surveillance

Art. 13.

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres, associés ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révoquables par elle.

Ils sont rééligibles. Les mandats des administrateurs sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Art. 14.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et le commissaire réunis auront le droit de pouvoir à son remplacement provisoire jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires qui procède au remplacement définitif.

Tout administrateur désigné dans les conditions ci-dessus n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Art. 15.

En dehors du remboursement des frais de déplacement et de représentation, l'assemblée générale des actionnaires peut allouer aux membres du conseil d'administration des émoluments à passer par frais généraux.

Art. 16.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres, pour une durée qu'il détermine, mais qui ne peut dépasser la durée des mandats respectifs de ces personnes, un président et, le cas échéant, un vice-président. Ce dernier a pour mission de présider l'assemblée générale des actionnaires ou le conseil d'administration en l'absence du président. Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou d'un administrateur, aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, au lieu indiqué dans la convocation. Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs délégués le demandent. Les convocations doivent indiquer un ordre du jour précis.

Art. 17.

Le conseil ne peut délibérer valablement que sur les points spécifiés à l'ordre du jour et que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Chaque administrateur peut, par simple lettre ou même télégramme, émettre son vote, ou déléguer

un de ses collègues pour le remplacer à une séance du conseil.

Le nombre de mandats qu'un administrateur peut ainsi exercer est illimité. Les décisions seront prises à la majorité des voix. Les décisions admises par écrit par tous les administrateurs dispensent le conseil de se réunir et tiennent lieu de délibérations valables et obligatoires.

Art. 18.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux, inscrits dans un registre spécial conservé au siège administratif de la société, et signé par la majorité au moins des membres qui ont pris part à ces délibérations. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou en toute autre circonstance, seront signés par un administrateur.

Art. 19.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion de la société comprenant tous les actes d'administration et de disposition ; tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les statuts est de sa compétence. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs délégués.

Art. 20.

Le conseil d'administration a besoin de l'autorisation préliminaire de l'assemblée générale des actionnaires :

- a) pour la nomination de fondés de pouvoirs
- b) en vue de l'acquisition, l'aliénation ou l'hypothèque d'immeubles
- c) en vue de contracter des emprunts et conclure des conventions de crédit, exception faite pour recevoir l'argent en compte-courant sans procuration d'une garantie.
- d) en vue de participer ou de s'intéresser, d'une manière quelconque, dans des sociétés, entreprises, syndicats et consorts, ainsi que pour aliéner ou grever leurs participations ou intérêts.
- e) en vue d'engager la société comme garant ou codébitrice individuelle.
- f) en vue de faire la déclaration de cessation de paiement et faire la requête pour la surséance de paiement.

Art. 21.

Cette approbation résulte d'un procès-verbal de

l'assemblée annuelle des actionnaires ou d'une assemblée extraordinaire des actionnaires.

Art. 22.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont signés soit par le président ou le vice-président et un des autres administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du conseil d'administration.

Art. 23.

La surveillance de la société est confiée à un commissaire, associé ou non, nommé pour un terme de six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révoqué par elle. Le commissaire est rééligible ; son mandat cesse immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Art. 24.

En dehors des frais de déplacement, l'assemblée générale des actionnaires peut allouer, au commissaire des émoluments fixes à passer par frais généraux.

Art. 25.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables ou dissidents.

Chapitre IV.

Assemblée générale des actionnaires

Art. 26.

L'assemblée générale peut délibérer valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées.

Toutefois, quand il s'agit de modifications aux statuts, augmentation ou réduction du capital, prorogation, dissolution anticipée, fusion avec d'autres sociétés, émission d'actions au porteur, la moitié du capital doit être représentée et les résolutions ne seront valables que si elles réunissent les trois quarts des voix présentes ou représentées. Si l'assemblée n'est pas en nombre, il est convoqué une nouvelle réunion qui statue, quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées.

Art. 27.

Il sera tenu chaque année, le quinzième jour du mois de mars à quinze heures, au siège social, ou en tout autre endroit désigné dans les avis de convocations, une Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Cette assemblée délibère sur les rapports des administrateurs et du commissaire sur les opérations de l'exercice, statue sur le bilan, l'inventaire, le tableau de passage aux soldes comptes patrimoniaux et le tableau de soldes caractéristiques de gestion, décide de l'affectation à donner aux bénéficiaires, donne décharge aux administrateurs et au commissaire de leur mandat pour la période couverte pour les comptes sociaux, révoque, nomme, remplace ou réélit les administrateurs et commissaires et délibère, s'il y a lieu, sur toutes propositions du Conseil d'administration ou des actionnaires mises à l'ordre du jour.

Le décharge de leur mandat doit être donnée par vote spécial aux administrateurs et au commissaire.

Art. 28.

Aux Assemblées Générales de la société, chaque action composant le capital social donne droit à une voix. Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour lui-même ou pour ses mandats pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées aux actions émises ou les deux cinquièmes de voix attachées aux actions représentées à l'Assemblée.

Art. 29.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires peut être convoquée à toute époque par le Conseil d'Administration ou sur la réquisition du commissaire ou d'actionnaires justifiant posséder ou représenter le cinquième des actions.

Art. 30.

Les Assemblées Générales des actionnaires seront convoquées au moins vingt et un jours à l'avance. Les convocations aux Assemblées Générales des actionnaires seront faites par un avis inséré dans le journal Officiel de la République du Burundi. Les actions étant nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée. Les convocations doivent indiquer les objets mis à l'ordre du jour.

Art. 31.

Chaque actionnaire peut se faire représenter aux

Assemblées Générales par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être actionnaire de la société.

Art. 32.

Le président de l'Assemblée désigne un secrétaire ; l'Assemblée choisit parmi les actionnaires présents ou représentés deux scrutateurs.

Art. 33.

Les résolutions de l'Assemblée Générale des actionnaires sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de l'Assemblée, le secrétaire et les scrutateurs, ainsi que par les actionnaires qui en font la demande. Les procès-verbaux seront transcrits dans un registre tenu à cette fin et conservé au siège administratifs de la société. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux seront signés par un administrateur.

Chapitre V.

Inventaire, Bilan, Répartition, Réserve.

Art. 34.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Le trente et un décembre de chaque année, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt, les écritures de la société sont arrêtées, et le Conseil de l'Administration, dresse l'inventaire et forme le bilan et les tableaux sus-indiqués conformément à la loi.

L'inventaire doit contenir l'indication des valeurs mobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société. Le Conseil d'Administration a la liberté absolue pour l'évaluation des créances et des autres valeurs mobilières et immobilières de la manière qu'il juge la plus utile à la bonne gestion des affaires de la société, à sa stabilité et à son avenir, sauf le droit de contrôle du commissaire et l'adoption du bilan par l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société quatre semaines au moins avant l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires au commissaire qui doit, dans la quinzaine, faire un rapport contenant ses propositions.

Art. 35.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales, impôts et amortissements ainsi que des pertes antérieures, constitue le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé annuellement :

1. — pour être affecté à la formation d'un fonds de réserve, un prélèvement dont le taux est

fixé à cinq pour cent. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital total.

2. — les sommes que l'Assemblée Générale pourra décider, sur la proposition du Conseil d'administration, d'apporter à la dotation de fonds de réserve supplémentaire ou de prévision et de reporter à nouveau.
3. — le solde sera réparti proportionnellement à la participation des actionnaires au capital social selon les modalités à déterminer par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 36.

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quel moment que ce soit, l'Assemblée Générale des actionnaires désigne le ou les liquidateurs, définit leurs pouvoirs, fixe leurs émoluments ainsi que le mode de liquidation.

Art. 37.

Le produit net de la liquidation, après apurement des charges passives, sera réparti également entre toutes les actions.

Chapitre VII. Election de domicile

Art. 38.

Pour l'exécution des présentes, chaque actionnaire, administrateur ou commissaire non domicilié au Burundi, est censé, à défaut d'avoir notifié une autre adresse, à la société, avoir élu domicile au siège administratif de la société, où toutes notifications, significations, lettres recommandées, peuvent valablement lui être adressées.

Chapitre VIII. Disposition générale

Art. 39.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les actionnaires entendent se conformer à la législation en vigueur au Burundi. En conséquence, les dispositions de cette législation auxquelles il ne serait pas licitement dérogé par les présents statuts y seront réputées inscrites et les clauses qui seraient contraires aux dispositions impératives de cette législation seront censées non écrites.

Chapitre IX. Condition suspensive

Art. 40.

La présente société est constituée sous la condi-

tion suspensive de son autorisation par ordonnance ministérielle.

Art. 41.

Sont nommés administrateurs :

- 1. — Monsieur H.J.M. FINKEN
- 2. — Monsieur D.J. BROERE
- 3. — Monsieur M.F.E.M. MUTSAERTS.

Les trois administrateurs, comme tous les actionnaires, n'encourent pas les interdictions visées à l'article 6 du décret-loi du 15 janvier 1979.

Art. 42.

Est nommé Commissaire aux comptes Monsieur Andries SONNEVELDT, demeurant à Maarn (Pays-Bas), Kometenhof 15.

Ainsi fait à Bujumbura, le 31 décembre 1979.

LES DECLARANTS :

- 1. Pour Oost Afrikaansche Companie B.V.
- 2. Monsieur H.J.M. FINKEN
- 3. Monsieur F.H. HOLSGENS
- 4. Monsieur P. BOURGEOIS
- 5. Monsieur C.J. BROERE
- 6. Monsieur M.F.E.M. MUTSAERTS
- 7. Monsieur F.Th. KREMER

A.S. n° 4.902 : Reçu au greffe du Tribunal de Grande Instance du Burundi à Bujumbura ce 18 août 1980. et inscrit au registre ad hoc sous le numéro quatre mille neuf cent deux. Le préposé au registre de commerce : (sé) BAZINGA Evariste.

Perçu : droit de dépôt : 10.000 F ; 11 copies : 880 F suivant quittance n° 45/6078/c du 2 septembre 1980.

Pour copie certifiée conforme. A Bujumbura, le 2 septembre 1980. Le préposé au registre de commerce :

(sé) BAZINGA Evariste.